

# RECOMMONS EUROPE

MANIFESTE  
POUR UN NOUVEL  
INTERNATIONALISME  
DES PEUPLES  
EN EUROPE

# AVANT PROPOS

Ce texte est la version réduite du « Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe » publié le 21 mars 2019 en anglais, en français et en espagnol. Ce Manifeste a été élaboré par un collectif de militantes et de militants, de chercheuses et chercheurs, provenant d'une douzaine de pays d'Europe qui ont souhaité proposer un plan appelé à être mis en œuvre par des forces de gauche populaire. Il s'inscrit dans le cadre du projet « ReCommonsEurope » initié par deux réseaux internationaux, le CADTM et EReNSEP, ainsi que par le syndicat basque ELA afin de contribuer aux débats stratégiques qui traversent la gauche populaire en Europe aujourd'hui. Le texte a été rédigé en un an par seize personnes actives dans six pays différents (Belgique, Bosnie, État Espagnol, France, Grèce et Grande-Bretagne), militant dans des organisations et mouve-

ments différents (syndicats, partis politiques, mouvements d'activistes) et disposant d'expertises diverses et complémentaires (économie, sciences politiques, philosophie, anthropologie, droit, écologie, syndicalisme, féminisme, solidarité Nord/Sud, etc.). Trois générations d'âge sont représentées. Le Manifeste est soutenu par plus de 160 signataires provenant de 21 pays européens différents. Parmi ces 160 signataires, les femmes sont majoritaires. La collecte de signatures, de même que la réflexion et l'élaboration collectives dont est issu ce Manifeste, se poursuivent.

Nous avons rédigé une proposition cohérente concernant les engagements, les initiatives et les mesures que devraient prendre les forces de gauche populaire en Europe. Les propositions portent sur les principaux problèmes auxquels un gouver-

nement populaire devra faire face de manière urgente dès son arrivée au pouvoir. Le Manifeste s'adresse tant aux organisations politiques qu'aux mouvements sociaux (syndicaux, associatifs, citoyens) qui luttent aux niveaux local, national et international pour les droits humains fondamentaux et l'égalité de toutes et tous, pour l'émancipation sociale et la démocratie, et contre la destruction des écosystèmes.

Notre objectif est de soumettre ces analyses et propositions à la discussion de la gauche sociale et politique et de l'ensemble des militant-e-s et des citoyen-ne-s en Europe qui sont convaincu-e-s qu'il faut prendre un virage radical si l'on veut répondre aux grands défis de l'heure. L'Europe traverse une crise majeure et prolongée. L'Union européenne continue de se construire de manière antidémocratique et au service des plus riches.

Ces dernières années, plusieurs occasions ont été manquées, notamment en 2015 en Grèce. La crise écologique, les violentes politiques d'austérité, le danger représenté par la montée d'une extrême droite raciste et xénophobe ne rendent que plus urgente la définition d'une stratégie associant auto-organisation populaire, mouvements sociaux et organisations politiques, afin de mettre la politique au service du plus grand nombre.

# SOMMAIRE

**AVANT-PROPOS**

**INTRODUCTION**

**CHAPITRE 1** - Les premières mesures  
d'un gouvernement populaire

**CHAPITRE 2** - Banques

**CHAPITRE 3** - Dette

**CHAPITRE 4** - Travail, emploi  
et droits sociaux

**CHAPITRE 5** - Écosocialisme et  
transition énergétique

**CHAPITRE 6** - Féminisme

**CHAPITRE 7** - Santé, éducation et logement

**CHAPITRE 8** - Politiques internationales

**CHAPITRE 9** - Lutttes sociales,  
confrontations politiques  
et processus constitutants

Lien vers la version longue du Manifeste et liste des  
signataires : [www.cadtm.org/Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en-Europe](http://www.cadtm.org/Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en-Europe)

# INTRODUCTION

**D**epuis dix ans, la colère populaire ne cesse de s'exprimer en Europe contre les politiques au service des plus riches et des grandes entreprises, et les mesures discriminatoires et anti-démocratiques mises en œuvre par les gouvernements nationaux et souvent coordonnées par l'Union européenne (UE). Ce mécontentement s'est traduit par des initiatives syndicales mais aussi par de nouveaux mouvements tels que « 15-M » en Espagne (aussi appelé mouvement des « indignés » à l'étranger), l'occupation des places en Grèce et les manifestations massives au Portugal en 2011, les mouvements contre la « loi travail » en France (à l'origine du mouvement « Nuit debout ») et contre la taxe sur l'eau en Irlande en 2016, les grandes manifestations pour l'autonomie et contre la répression politique en Catalogne en 2017. Les luttes féministes ont donné lieu à des mobilisations historiques en

Pologne (« Czarny Protest » contre la loi anti-IVG en 2017), en Italie (mouvement « Non Una di Meno » depuis 2016), en Espagne (grève générale féministe de 5 millions de personnes le 8 mars 2018), ainsi qu'à une victoire contre l'influence politique de l'Église catholique en Irlande avec la légalisation de l'avortement par référendum en mai 2018, et elles sont enfin en train d'imposer leur centralité dans toutes les luttes sociales. L'année 2018 a encore vu émerger des mobilisations sociales nouvelles contre l'ordre économique et politique dominant, avec par exemple le mouvement contre « la loi de l'esclavage » (réforme néolibérale du droit du travail) en Hongrie, la manifestation et le développement du mouvement antiraciste « Indivisible » en Allemagne, et en France et Belgique francophone le mouvement des Gilets jaunes, qui s'oppose notamment aux politiques fiscales injustes et à l'absence de démocratie dans les

*Ce Manifeste s'inscrit  
au sein de mouvements  
sociaux indissociables  
des urgences sociale,  
écologique, démocratique,  
féministe et de solidarité*

institutions politiques. Sans oublier les manifestations écologistes pour le climat, portées notamment par la jeunesse qui se met en grève dans de nombreux pays comme en Suède, au Danemark, en Suisse, en Belgique, en France, ou encore en Grande-Bretagne. Tous ces mouvements sociaux, et d'autres encore, ont contesté l'orientation austéritaire et autoritaire des politiques menées en Europe, en posant, directement ou indirectement, la question d'un projet de société radicalement alternatif au capitalisme, au productivisme, au saccage écologique, au racisme et au patriarcat. Ce Manifeste s'inscrit au sein de ces mouvements et partage leurs objectifs : la lutte contre toutes les dominations, pour les droits de toutes et tous, pour l'égalité et pour une démocratie à inventer, qui ne s'arrête pas aux portes des entreprises et des quartiers populaires, et qui est radicalement antinomique avec la logique capitaliste (qu'elle se prétende « protectionniste » et donc contre les « étrangers », ou bien « libérale ») qui détruit les droits sociaux et l'environnement.

Ces mouvements sociaux sont indissociables des urgences sociale, écologique, démocratique, féministe et de solidarité. Urgence sociale parce que les conditions de vie et de travail des classes populaires en Europe n'ont cessé de se dégrader ces trente dernières années, notamment depuis la crise qui a touché le continent à partir de 2008-2009. Urgence écologique parce que la consommation exponentielle d'énergies fossiles nécessitée par le capitalisme, et son corollaire qu'est la destruction des écosystèmes, menacent l'existence même de l'humanité. Urgence démocratique parce que les classes dominantes n'ont pas hésité à adopter des méthodes de domination de moins en moins soucieuses des apparences démocratiques et de plus en plus coercitives au cours des trente dernières années, en réponse aux défis auxquels elles ont dû faire face. Urgence féministe car l'oppression patriarcale sous ses différentes formes provoque de plus en plus de réactions massives de rejet clamées haut et fort par des millions de femmes et d'hommes. Urgence de solidarité, enfin, parce que la fermeture des frontières et l'érection de murs apportées en réponses aux millions de migrant-e-s à travers le monde, qui fuient la guerre, la misère, les désastres environnementaux ou les régimes auto-

ritaires, ne constituent rien d'autre qu'un déni d'humanité. Chacune de ces urgences conduit, en réaction, à des mobilisations de désobéissance, d'auto-organisation et de construction d'alternatives, qui constituent autant de foyers possibles d'alternatives démocratiques en Europe.

Dans ce Manifeste, notre réflexion et notre volonté d'action s'ancrent sur ces mobilisations à l'échelle européenne, sans toutefois s'enfermer dans les frontières et institutions existantes : tous les enjeux et droits évoqués sont devenus planétaires. Ils se déclinent dans chaque pays et continent, avec leurs spécificités et histoires propres. Les attaques sociales sont articulées du local au global du fait des stratégies des firmes multinationales et de leurs groupes d'intérêts au sein des États et institutions de la mondialisation capitaliste, en s'appuyant sur les normes d'un prétendu « libre échange ». C'est en réalité une telle logique qui préside aux « partenariats » profondément inégaux que l'UE développe avec les pays au sud et à l'est de l'espace européen.

Les institutions européennes jouent un rôle essentiel dans l'élaboration, l'organisation et la coordination des politiques néolibérales au niveau international. Elles incitent et parfois contraignent les gouvernements

*Les institutions européennes incitent et parfois contraignent les gouvernements nationaux à accélérer dans chaque pays les processus de baisse des salaires et des pensions, de démantèlement du droit du travail et des droits sociaux, de privatisation des services publics*

nationaux à accélérer dans chaque pays les processus de baisse des salaires et des pensions, de démantèlement du droit du travail et des droits sociaux, de privatisation des services publics, etc. Bien sûr, les politiques néolibérales ne sont pas dictées par les seules institutions européennes – les pays qui ne font pas partie de l'UE les appliquent également – mais les traités et les institutions constituent un puissant instrument pour les encourager et les imposer. Quelles que soient les interprétations diverses que l'on peut avoir des phases passées de la « construction européenne », il est manifeste que l'UE a toujours été un ensemble d'institutions pro-capitalistes, et s'est construite depuis le Traité de Rome comme un grand marché des capitaux et de

*Confrontées à une  
aggravation de la crise  
écologique, les institutions  
européennes préfèrent  
systématiquement  
sauvegarder l'existence  
du capitalisme plutôt  
que celle de l'humanité*

la « concurrence libre et non faussée », à l'abri de l'intervention populaire et démocratique. Mais les évolutions récentes ont radicalisé ce caractère inégalitaire et autoritaire des politiques européennes. La dernière période est marquée par l'accroissement considérable des inégalités économiques et sociales, au sein de chaque pays ainsi qu'entre le centre et les périphéries internes et externes (du Sud et de l'Est) de l'UE ; elle se caractérise également par une aggravation de la crise écologique – le dérèglement climatique et les catastrophes dites naturelles, induites par la destruction des écosystèmes, étant désormais observables de façon forte et continue. Or les institutions européennes préfèrent systématiquement sauvegarder l'existence du capitalisme plutôt que celle de l'humanité.

La réponse de la plupart des gouvernements face aux mouvements

croissants de contestation consiste à augmenter le niveau de la répression étatique : les opposants sociaux et politiques sont menacés en Grèce, les lois liberticides se succèdent et les violences policières se multiplient en France et en Belgique, des militant-e-s des mouvements d'accueil et de solidarité avec les migrant-e-s sont criminalisé-e-s, etc. Les forces d'extrême-droite, xénophobes et autoritaires, progressent de manière importante au point de participer désormais à des gouvernements européens (par exemple en Italie), ou bien de configurer l'agenda politique des gouvernements de « l'extrême-centre » (par exemple en France). Les institutions européennes, quant à elles, n'ont jamais aussi activement protégé les intérêts capitalistes et ne se sont jamais autant barricadées contre toute intervention de la volonté populaire et du choix démocratique que ces dernières années. En Grèce, elles ont répondu par une politique d'asphyxie monétaire (assèchement des liquidités de l'État) à la victoire électorale de Syriza en janvier 2015 puis, après la victoire du « NON » au référendum de juillet 2015, elles ont poursuivi des négociations à huis clos avec ce même gouvernement en vue de neutraliser la volonté populaire et de lui imposer, avec le concours du gouvernement grec, un troisième mémoran-



dum austéritaire. Avec les accords sur les politiques migratoires signés entre l'UE et des pays tiers, tels que l'accord avec la Turquie d'avril 2016, ces institutions ont ajouté à l'injustice du règlement Dublin III et à la violence de Frontex (l'agence de répression des migrant-e-s aux frontières de l'UE), la violation systématique du droit international, notamment du droit d'asile, et le financement direct d'une politique répressive externalisée à des pays tiers. Aujourd'hui, les projets dominants pour la « réforme » de l'UE sont militaristes (augmentation du budget de l'Euroforce), anti-démocratiques (caractère automatique du contrôle européen des budgets nationaux), et encore plus néolibéraux (projets de privatisation généralisée des services publics). Pour cette UE, plus que jamais, comme l'a affirmé en 2015 le président de la Commission européenne de l'époque, Jean-Claude Juncker, du point de vue des institutions européennes, « il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ».

Face à cette construction procapitaliste, antidémocratique et xénophobe qu'est l'UE, que faire ? Une réforme par voie électorale au niveau européen ne constitue pas une option réaliste. Une (très) hypothétique majorité d'une coalition

de gauche populaire au Parlement européen ne suffirait pas à imposer une modification des principaux traités et un contrôle démocratique de la Commission européenne et de la BCE, qui sont les deux principales machines de guerre du néolibéralisme en Europe. Le Parlement, en effet, ne possède pas les prérogatives nécessaires pour de telles réformes, et la BCE, la Commission européenne mais aussi la CJCE et les diverses agences européennes se sont absolument autonomisées de la souveraineté populaire. Et une élection simultanée dans la quasi-totalité des États membres de gouvernements voulant réformer l'UE semble également illusoire, ne serait-ce que pour des questions de temporalité différente des cycles électoraux. L'Union européenne constitue aujourd'hui non seulement l'une des avant-gardes mondiales du néolibéralisme mais aussi un ensemble d'institutions irréformables, c'est pourquoi une gauche de transformation sociale ne peut plus être crédible et réaliste sans mettre au cœur de sa stratégie la rupture avec les traités et les institutions de l'Union européenne.

Mais quelles formes devrait prendre cette rupture ? Nous savons déjà qu'elle ne peut consister en des négociations cherchant le consensus sans rapport de force

***Il est nécessaire et possible  
de s'opposer en même temps  
aux forces et politiques  
inégalitaires et  
réactionnaires au niveau  
national, européen  
et international***

avec les institutions européennes, comme l'a montré clairement l'expérience du premier gouvernement de Syriza en 2015. Nous savons aussi que des ruptures politiques doivent nécessairement s'appuyer sur des mobilisations sociales de grande ampleur. De telles mobilisations ont cruellement fait défaut en Grèce début 2015, et elles auraient pu permettre d'orienter la campagne pour le Brexit dans un sens différent de celui, nationaliste et xénophobe, qui a malheureusement prévalu en Grande-Bretagne en 2016. Autrement dit, la rupture avec les traités et les institutions de l'Union européenne devra être conflictuelle, démocratique et internationaliste. Ce Manifeste défend qu'il est nécessaire et possible de s'opposer en même temps aux forces et politiques inégalitaires et réactionnaires (qui se présentent sous des étiquettes tant libérales que protectionnistes) au niveau national, européen et international, en s'appuyant à la fois sur l'initiative des citoyen-ne-s et

des mouvements sociaux organisés et sur l'action d'un gouvernement populaire défenseur de droits pour tou-te-s.

Encore faut-il que ce qu'on appelle en Europe la « gauche populaire » se hisse enfin à la hauteur de la situation. À ce jour, l'ensemble de ses composantes manque cruellement de clarté et de courage dans son rapport aux institutions européennes, de radicalité et d'ambition dans les propositions politiques qu'elle défend, et d'ancrage populaire du fait de sa déconnexion des mouvements sociaux qui, d'en bas, défient l'ordre existant. Il est temps de mettre en discussion, aux différents échelons locaux, nationaux et internationaux, des mesures et des initiatives réalistes et radicales dont la mise en œuvre permettrait vraiment de répondre aux besoins sociaux, de garantir les droits fondamentaux des hommes et des femmes résidant en Europe ou souhaitant s'y installer, d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, de conquérir du pouvoir démocratique et d'amorcer le dépassement du capitalisme et engageant la transition écologique.

Les chapitres de ce Manifeste sont conçus comme des propositions à débattre, issues d'une réflexion tournée vers des actions immédiates et de plus long terme. Ils

*Les chapitres de ce  
Manifeste sont conçus  
comme des propositions  
à débattre, issues d'une  
réflexion tournée vers des  
actions immédiates et  
de plus long terme*

s'adressent aux citoyen-ne-s et militant-e-s, de la gauche sociale, syndicale et politique des divers pays membres ou dans l'orbite de l'UE, en soumettant à la discussion des diagnostics et des propositions que les mouvements sociaux et les forces de gauche prétendant constituer un gouvernement populaire pourraient défendre de concert. Dans cette version réduite – qui ne remplace pas la version intégrale –, on trouvera d'abord la présentation générale du parcours du Manifeste puis un résumé de chacun des chapitres, centré sur les propositions soumises à la discussion et orientées vers l'action.

Le chapitre 1 soumet à la discussion des principes, des stratégies et des outils pour réaliser ces objectifs et mettre en œuvre ces propositions. Il propose de répondre à cette question : que devrait faire un gouvernement populaire dans les premiers jours et les premiers mois de son activité ? Comme les chapitres suivants, il distingue et énumère les mesures immédiates, de moyen terme et de plus long terme, à prendre au niveau national et international.

Les chapitres suivants sont porteurs de propositions concernant :

**la dette publique**, dont il faut abolir la part illégale, illégale, odieuse

et insoutenable (chapitre 2) ;

**les banques**, qu'il faut socialiser dans le cadre d'un service public bancaire mettant l'argent au service des besoins fondamentaux et non de l'accumulation de profit (chapitre 3) ;

**l'emploi et les droits sociaux**, qu'il faut développer et réinventer pour améliorer les conditions de vie et conquérir un pouvoir démocratique sur les moyens et les fins du travail (chapitre 4) ;

**la transition énergétique et écologique**, qu'il est urgent de mettre en œuvre pour faire cesser la destruction des écosystèmes et inventer de nouvelles formes de vie durables (chapitre 5) ;

**les luttes féministes**, qui doivent être au cœur d'un projet radicalement démocratique et transversales à toutes les luttes sociales et politiques (chapitre 6) ;

**l'éducation et la santé**, qui doivent

*La souveraineté populaire  
ne peut se construire qu'en  
s'attaquant aux formes  
actuelles des institutions  
politiques, au niveau  
national, européen,  
comme international,  
et en créant, sur la base  
de l'auto-organisation,  
de nouvelles institutions  
démocratiques*

être défendues à titre de droits fondamentaux, développés et étendus à toutes et tous à titre de services publics, contre leur marchandisation et leur dégradation en cours (chapitre 7) ;

**la politique internationale et les migrations**, qui doivent viser concrètement la réalisation des droits fondamentaux de toutes et tous, la paix et la solidarité entre les peuples (chapitre 8).

Le chapitre 9 propose, à l'instar du premier chapitre, des principes, des stratégies et des outils visant à atteindre les objectifs présentés. Il s'attache à répondre à cette question : que faire face à l'hostilité et aux contraintes des institutions européennes ? Il présente une démarche de désobéissance (à tous les

niveaux territoriaux), de confrontation (incluant des outils défensifs et offensifs), de rupture (sous diverses formes possibles) et il soulève l'enjeu de la reconstruction d'alliances et de processus constitutifs en vue d'instituer des formes de coopération internationale démocratiques, alternatives à celles de l'UE.

Notre camp doit refuser aussi bien les projets irréalistes de réforme institutionnelle des institutions européennes, qui ne font au final que renforcer le statu quo, que les projets de repli national, qui n'aboutissent qu'à renforcer le capitalisme domestique. Une force de gauche qui prétend constituer un gouvernement populaire et entreprendre les changements sociaux prioritaires doit s'engager à désobéir aux institutions de l'UE, rompre avec son fonctionnement normal, se défendre des attaques et représailles qui proviendront des institutions européennes et du grand capital, comme des tentatives de blocages de la part des institutions nationales acquises à l'ordre existant, et œuvrer à de nouvelles alliances internationales avec des acteurs dans et en dehors de l'actuelle UE, en vue de créer de nouvelles formes de coopération et de solidarité. La souveraineté populaire ne peut se construire qu'en s'attaquant aux formes actuelles des institutions

*Reconstruire  
des espaces et un monde  
qui soient vivables,  
justes et démocratiques*

politiques, au niveau national, européen, comme international, et en créant, sur la base de l'auto-organisation, de nouvelles institutions démocratiques. Pour cela, il est nécessaire à la fois de convaincre de la nécessité d'une rupture politique avec les institutions nationales, européennes et internationales porteuses des politiques que nous combattons, et de consolider les liens entre les réseaux, les résistances et toutes les composantes politiques, associatives, syndicales qui partagent des objectifs de changements progressistes et radicaux, notamment pour peser au plan européen. Dans l'immédiat, l'urgence est de renforcer et de coordonner les initiatives de désobéissance, de rupture et d'auto-organisation existantes, et d'en initier de nouvelles, en leur donnant systématiquement une dimension internationale, et en les orientant clairement contre les institutions au service du grand capital et pour de nouvelles formes de solidarité entre les peuples.

En faisant ces propositions de désobéissance et de rupture avec les institutions européennes, il ne s'agit donc pas de chercher une issue nationaliste à la crise et à la protestation sociale. Tout autant que par le passé, il est nécessaire d'adopter une stratégie internationaliste et de prôner une fédération européenne

des peuples opposée à la poursuite de la forme actuelle d'intégration totalement dominée par les intérêts du grand capital. Il s'agit également de chercher constamment à développer des campagnes et des actions coordonnées au niveau continental (et au-delà) dans les domaines de la dette, de l'écologie, du droit au logement, de l'accueil des migrant-e-s et des réfugié-e-s, de la santé publique, de l'éducation publique et des autres services publics, du droit au travail. Des luttes doivent être menées pour la fermeture des centrales nucléaires, la réduction radicale du recours aux énergies fossiles, l'interdiction du dumping fiscal et des paradis fiscaux, la socialisation des banques, des assurances et du secteur de l'énergie, la réappropriation des communs, la défense et l'extension des droits des femmes et des LGBTI, la promotion des biens et des services publics, le lancement de processus constitutants. Plus que jamais l'heure est à l'action contre l'évolution de plus en plus autoritaire des gouvernements et au combat pour la démocratie dans tous secteurs de la vie sociale.

**Objectera-t-on que cette voie révolutionnaire est trop radicale ou trop difficile ? Nous répondons que les autres voies sont des impasses, et que celle-ci est la seule qui permette d'engager une rupture avec l'ordre existant, dès maintenant et partout où c'est possible, pour reconstruire des espaces locaux, régionaux, nationaux, internationaux, et au-delà un monde qui soient vivables, justes et démocratiques.**

# CHAPITRE 1

---

## Les premières mesures d'un gouvernement populaire

**Q**ue devrait faire la gauche populaire si elle accédait au gouvernement dans un pays en Europe ? Dans ce chapitre, nous proposons une série de mesures et initiatives communes – à mettre en œuvre dans tous les cas – et deux scénarios distincts – entre lesquels il faut choisir – concernant la question monétaire.

### Les mesures immédiates :

Dès le premier jour de son entrée en fonction le gouvernement populaire nouvellement élu doit être prêt à promulguer des décrets concernant : la sécurisation des dépôts (jusqu'à un certain montant) ; le contrôle des banques, des compagnies d'assurance, etc. ; la Banque centrale devra être placée

immédiatement sous l'autorité du gouvernement, et devra être autorisée à émettre de la monnaie ; un moratoire sur le service de la dette publique ; le contrôle des capitaux ; des mesures importantes permettant d'améliorer immédiatement et de manière évidente les conditions de vie du plus grand nombre, telle l'augmentation du salaire minimum et des retraites.

La priorité est d'en finir avec l'austérité et pour ce faire, un gouvernement populaire devrait mettre en œuvre une série de mesures économiques afin de garantir la bonne application d'un agenda social. Il lui faudra notamment : enfreindre le Pacte européen de stabilité et de croissance ; suspendre le paiement

***La priorité  
est d'en finir  
avec l'austérité***

de la dette publique, sur la base d'un moratoire ou d'un audit citoyen de la dette publique, en optant pour un défaut sélectif permettant de protéger les caisses de sécurité sociale et de paiement des retraites ainsi que les avoirs des petits épargnants ; établir un contrôle des mouvements des capitaux pour prévenir la fuite des capitaux et l'évasion fiscale ; établir un contrôle des prix sur les biens et services de première nécessité ; prendre énergiquement le contrôle du système bancaire et des assurances ; mettre en œuvre une réforme progressiste de la fiscalité (avec plus de taxes sur les profits et les richesses), permettant de taxer en priorité le capital, les grandes entreprises et les très hauts salaires, afin de financer la politique d'investissement public ; protéger les classes populaires en cas de diminution temporaire des recettes nationales, et faire payer la crise aux classes dominantes.

Un gouvernement populaire doit lancer un grand chantier de mesures en matière de droits sociaux: augmenter le salaire minimum et les retraites ; étendre les services publics universels et gratuits dans le domaine de la santé, de l'éducation, du soin des enfants et des personnes

âgées, des transports collectifs, ainsi que du logement au moyen de logements sociaux ; créer des emplois de grande qualité à cette fin, créer des emplois dans le cadre d'un changement du modèle productif et la transition écologique; mettre en œuvre, par voie législative, une réduction conséquente du temps de travail ainsi qu'une nouvelle réforme progressiste du droit du travail afin de limiter le pouvoir des propriétaires dans l'entreprise, et de se diriger vers une démocratie dans l'ensemble des espaces de travail.

Concernant les secteurs stratégiques de l'économie : il s'agit de développer un vaste programme de

***Un gouvernement  
populaire doit rétablir,  
étendre et renforcer  
les droits sociaux, et  
développer un vaste  
programme de  
socialisation qui implique  
d'exproprier les  
capitalistes en priorité  
dans les secteurs  
stratégiques de l'économie***



## ***La souveraineté monétaire est une question cruciale***

socialisation, ce qui implique d'exproprier les capitalistes en priorité dans les secteurs de la finance (banque et assurance), de l'énergie, des télécommunications et de l'industrie pharmaceutique afin de mettre ces activités au service de la population. Un gouvernement populaire doit prendre des mesures concrètes pour socialiser l'entièreté des systèmes d'éducation, de santé et de soins, en ramenant dans le domaine public les services qui sont actuellement dans le secteur privé (hôpitaux privés, écoles et universités privées, etc.).

Puisque ces mesures impliquent de désobéir aux traités européens et aux institutions européennes, ces dernières réagiront nécessairement pour essayer d'empêcher leur mise en œuvre.

Afin d'être mieux à même de répondre à ces réactions d'hostilité, un gouvernement de gauche populaire doit initier immédiatement des discussions publiques avec d'autres gouvernements et s'adresser aux autres peuples de l'UE afin de lancer des campagnes internationales pour soutenir ses politiques et fédérer les initiatives de changement.

### *Des choix à opérer en matière de souveraineté monétaire :*

Concernant la manière de répondre

à la réaction hostile des institutions de l'UE, la question cruciale est celle de la souveraineté monétaire. À cet égard, plusieurs options sont en débat au sein de la gauche populaire européenne ; le réseau Re-Commons Europe en retient deux à ce stade, dans le cadre d'un processus ouvert où ceux et celles qui participent sont convaincu-e-s que les discussions doivent se poursuivre.

#### **Scénario 1 :**

##### ***Sortie immédiate de l'Union économique et monétaire et création d'une nouvelle monnaie nationale***

Une étape cruciale sur la voie que devra emprunter un gouvernement populaire est le rejet de l'Union économique et monétaire (UEM), et de sa structure économique néolibérale telle qu'elle existe actuellement. Pour les pays périphériques, et en particulier pour la périphérie du Sud de l'Europe, la sortie de l'UEM telle qu'elle existe actuellement, est impérative. Sortir de cette cage d'acier est un moyen nécessaire pour mettre en œuvre des politiques permettant de développer l'économie, d'absorber le chômage par la création d'emplois bien rémunérés et de réduire la pauvreté. La sortie n'est certainement pas un

**Quitter ou  
court-circuiter l'UEM  
permettra des politiques  
économiques concrètes  
créant une véritable base  
de solidarité en Europe**

processus facile, mais il existe aujourd'hui des connaissances considérables au sujet de la façon d'y parvenir avec le moins de perturbations possibles. Pour les pays du centre, la question de l'UEM est beaucoup plus complexe, car elle implique le démantèlement total de l'union monétaire et la mise en place de dispositifs alternatifs. L'UEM ne devrait certainement pas être remplacée par une concurrence sans entraves entre les pays sur les marchés des changes. L'Europe a besoin d'un système de stabilisation des taux de change et d'un système de paiement entre pays, radicalement différents de ceux de l'UEM. S'il est provoqué par les forces populaires, le démantèlement de l'UEM pourra constituer un pas important contre le régime néolibéral de l'UE.

**Scénario 2.**

***Une monnaie alternative pour court-circuiter l'UEM***

Un gouvernement populaire pourrait mettre sur pied une Autorité monétaire capable d'émettre immé-

diatement une monnaie alternative à l'euro, quelle que soit la décision ultérieure (rester dans l'UEM ou revenir à une monnaie nationale). L'avantage politique d'une monnaie alternative, même si elle est simplement complémentaire dans un premier temps, est qu'elle permet à un gouvernement populaire, sans devoir se débarrasser aussitôt élu de l'euro, de répondre à plusieurs défis immédiats et de se défendre préventivement face aux mesures de rétorsion qui seront immanquablement prises par les institutions européennes en représailles à l'application de mesures politiques allant contre les traités européens. La monnaie complémentaire peut jouer un rôle de transition et d'amortisseur tout en procurant une précieuse marge de manœuvre. Le gouvernement acceptera le paiement des impôts dans cette monnaie qui servira également de moyen de paiement pour une série de services, pour des augmentations des salaires du personnel des services publics, des augmentations de retraites et d'allocations sociales. Cette nouvelle monnaie aura, au moins dans un premier temps, la parité avec l'euro. Une telle monnaie complémentaire ferait ainsi partie intégrante d'une stratégie visant à court-circuiter le pouvoir contraignant de l'UEM, donc de soutenir une politique de rupture

avec les traités européens en vue de permettre, à terme, le recouvrement complet de la souveraineté monétaire, impliquant une sortie de l'UEM si c'est nécessaire.

Les initiatives  
au niveau international :

Quitter ou court-circuiter l'UEM, et éventuellement quitter l'UE, si cela est fait pour mettre en œuvre des politiques de soutien aux travailleurs (quelle que soit leur nationalité) contre le capital, ne constitue pas une démarche nationaliste et ne représenterait pas non plus un retour à des États concurrents et en guerre en Europe. Au contraire, cela signalera l'émergence d'un internationalisme radical qui s'appuie

sur la volonté exprimée au niveau populaire de rejeter les structures dysfonctionnelles et hégémoniques de l'UE. Cette rupture, reflétant un nouveau rapport de forces favorable au camp populaire, permettra des politiques économiques concrètes créant une véritable base de solidarité en Europe et donnant un contenu nouveau à la souveraineté populaire et aux droits démocratiques, à l'intérieur ou au-delà des frontières existantes. Elle conduira à de nouvelles formes d'alliances interétatiques en Europe, voire à un modèle alternatif d'espace supranational, démocratique et solidaire basé sur la coopération entre les peuples et sur l'internationalisme, déconnecté de la logique capitaliste.



# CHAPITRE 2

---

## Banques

*La socialisation  
du secteur bancaire  
est une condition  
nécessaire à  
un changement  
de modèle social*

**L**a monnaie, l'épargne, le crédit et le système des paiements, parce qu'ils sont utiles à l'intérêt général, doivent impérativement répondre à une logique de service public (donc être utilisés et gérés dans le cadre d'un service public). La socialisation du secteur bancaire (c'est-à-dire le monopole public sur l'activité des banques et la gestion du secteur bancaire par les travailleurs et travailleuses avec la participation des usagers, d'associations et de représentant-e-s élu-e-s) est une condition nécessaire à un changement de modèle social.

Une telle mesure constitue une menace de taille pour le capitalisme, et le soutien populaire sera donc une condition indispensable à sa réalisation.

Mesures à mettre en œuvre  
immédiatement par  
un gouvernement populaire :

**Pour avoir des marges de manœuvre une fois arrivé au pouvoir et limiter les risques d'asphyxie financière, un gouvernement populaire doit instaurer un contrôle des capitaux.** Il doit aussi immédiatement mettre en place **une nouvelle régulation bancaire** imposant notamment : l'augmentation significative de la part des fonds propres des banques dans leur bilan en portant leur seuil minimum à 20 % ; l'obligation des banques à assainir leur hors-bilan ; la séparation des banques de dépôt et banques d'affaires et l'interdiction des relations de crédit entre ces deux types

de banques, ainsi que l'interdiction de la titrisation, du trading de haute fréquence, de la spéculation, des marchés financiers de gré à gré, des relations des établissements bancaires avec le *shadow banking* et les paradis fiscaux et judiciaires et de la socialisation des pertes ; la fin du secret bancaire ; la poursuite systématique des dirigeants responsables de délits et de crimes financiers ; l'instauration d'une véritable responsabilité financière des grands actionnaires, notamment lors des faillites ; l'augmentation de l'imposition des banques pour les obliger à participer à l'effort d'impôt du pays. Un gouvernement populaire doit également récupérer le contrôle de sa banque centrale, dans l'optique d'une reprise en main de sa politique monétaire et de ses conditions de financement.

*Vers une socialisation  
du système bancaire privé :*

Au sein de la gauche populaire comme du réseau **ReCommonsEurope**, la discussion doit se poursuivre afin d'aboutir à une position unifiée. À ce stade, deux options sont débattues : **soit socialiser une partie du secteur bancaire avec la création d'un pôle public conçu comme une étape avant la socialisation de l'intégralité du secteur (scénario 1), soit procéder**

***Mettre en place une  
nouvelle régulation  
bancaire et récupérer  
le contrôle de la banque  
centrale afin d'avoir des  
marges de manœuvre et  
de limiter les risques  
d'asphyxie financière***

**d'emblée à la socialisation de l'intégralité du système bancaire en pouvant aller jusqu'à intégrer les banques de financement et d'investissement, ainsi que le secteur des assurances (scénario 2).** Alors que le concept de nationalisation peut porter à confusion avec l'étatisation et la prise de contrôle des banques par les élites dirigeantes dans le cadre d'un capitalisme national, celui de socialisation renvoie plus explicitement à une collectivisation dans laquelle les travailleurs exercent le pouvoir de décision et de contrôle, avec la participation des usagers, des représentants des associations et des élu-e-s politiques. Un gouvernement populaire devrait indemniser les petits actionnaires (qui n'interviennent pas dans les décisions des banques), tandis qu'il pourrait décider de ne verser que l'euro symbolique aux grands actionnaires et récupérer le coût de l'assainissement de la banque sur leur patrimoine.

*Le concept de  
socialisation renvoie  
explicitement à une  
collectivisation dans  
laquelle les travailleurs  
exercent le pouvoir de  
décision et de contrôle,  
avec la participation  
des usagers*

**Scénario 1 :**

*Un pôle public bancaire*

Si le choix de la socialisation immédiate de l'intégralité du secteur bancaire n'est pas partagé par l'ensemble des forces rassemblées dans la mise en place d'un gouvernement populaire, **le pôle public bancaire pourrait représenter une solution de compromis et permettre à ce gouvernement de disposer des moyens de sa politique.**

Dans ce pôle public, en matière de gouvernance, chaque établissement conserverait son autonomie de fonctionnement et ses propres instances de direction. Toutefois, l'action de ces établissements s'inscrirait dans un cadre commun défini par une instance de pilotage nationale qui assurerait la cohérence d'ensemble. L'instance de pilotage nationale serait composée d'élu-e-s

politiques nationaux et locaux, des responsables des établissements et de représentant-e-s de la société civile, tout particulièrement des organisations syndicales et associatives. En cas de maintien d'un système bancaire privé, **c'est un système bancaire tripartite qui émergerait : un pôle financier public, intégrant les banques socialisées et d'autres institutions publiques, coexisterait avec les banques privées et un pôle mutualiste.** Un droit d'information et de veto des représentants des salariés sur les projets qui seront financés pourrait également être créé. La socialisation impose de revoir fondamentalement la composition des conseils d'administration et de revoir leur mode de désignation. Pour l'ensemble des banques qui n'appartiennent pas au secteur public, une « Loi bancaire » doit redéfinir les missions de toutes les banques ainsi que la composition et le mode de désignation des membres de leurs conseils d'administration et de leurs directions, quel que soit leur statut juridique.

**Scénario 2 :**

*Socialisation intégrale du secteur bancaire*

La socialisation intégrale du secteur bancaire signifie l'expropriation sans indemnité (ou avec comme



seule indemnité l'euro symbolique) des grands actionnaires (les petits actionnaires seront indemnisés) ; l'octroi au secteur public du monopole de l'activité bancaire (à une exception près : l'existence d'un secteur bancaire coopératif de petite taille, soumis aux mêmes règles fondamentales que le secteur public) ; la définition – avec participation citoyenne – d'une charte sur les objectifs à atteindre et sur les missions à poursuivre, qui mette le service public de l'épargne, du crédit et de l'investissement au service des priorités définies selon un processus de planification démocratique. **La socialisation du secteur bancaire et des assurances et son intégration aux services publics permettront de soustraire les citoyens et les pouvoirs publics de l'emprise des marchés financiers ; de financer les projets des citoyens et des pouvoirs publics ; de dédier l'activité bancaire au bien commun, avec entre autres missions celle de**

faciliter la transition d'une économie capitaliste, productiviste et nuisible à une économie sociale, soutenable et écologique.

**Avec la socialisation du secteur bancaire, les banques privées auront disparu :** après leur expropriation, leur personnel aura été réaffecté au service public bancaire et des assurances, avec garantie de l'ancienneté et des salaires ainsi qu'une amélioration des conditions de travail. Les agences locales octroieront des crédits sans risque aux individus, aux ménages, aux PME et structures privées locales, aux associations, aux collectivités locales et aux établissements publics. **Les projets locaux à financer seront définis de manière démocratique avec un maximum de participation citoyenne.**

**Quel que soit le scénario choisi, la reprise en main de la banque centrale est indispensable.**

# CHAPITRE 3

---

## Dette

*Contester la légitimité  
de la dette souveraine  
qui a été contractée pour  
renflouer les institutions  
financières privées et  
accumuler du capital privé*

**T**out gouvernement populaire doit **contester la légitimité de la dette souveraine qui a été contractée pour renflouer les institutions financières privées et accumuler du capital privé**, et rejeter le principe de l'équilibre budgétaire. Un tel processus doit commencer par la suspension du paiement de la dette et la mise en place d'un contrôle des capitaux afin d'initier un audit, exercice de transparence et de souveraineté qui permettra au nouveau gouvernement de déterminer quelle partie de la dette est illégitime et devrait

être répudiée ou restructurée unilatéralement. Étant donné le niveau de conflictualité avec les créanciers que cela implique, il est très important que ces processus soient menés à bien avec le soutien populaire.

*Remettre en cause la légitimité de la dette publique*

La légitimité d'une grande partie de la dette publique des États membres de l'UE doit être remise en question. La nécessité de réduire radicalement le montant de la dette n'est pas seulement due à la lourde charge que les paiements d'intérêts font peser sur les budgets publics, mais aussi au fait que **les politiques d'austérité imposées par les institutions supranationales pour se conformer à leurs obligations de paiement ont généralement des conséquences désastreuses pour les pays débiteurs. La mise en œuvre de ces politiques d'ajustement structurel doit être arrêtée immédiatement** par un gouvernement de gauche qui veut



proposer un programme progressiste. Il est plus que probable qu'un gouvernement progressiste qui veut faire face à ses créanciers et mettre fin à l'austérité accèdera au pouvoir dans un contexte de fortes turbulences du marché. C'est ce qui a pu être observé en Grèce en 2015. Dans ce contexte, le besoin de contrôles de capitaux est immédiat, pour empêcher la fuite massive de capitaux hors du pays (par des capitalistes craignant pour leurs intérêts personnels ou cherchant ouvertement à saboter les efforts du gouvernement progressiste), et aider à éviter l'instabilité et l'effondrement bancaires.

***L'audit de la dette publique comme outil permettant de prendre des mesures unilatérales contre les dettes publiques illégitimes***

**Un audit citoyen de la dette doit être effectué pour argumenter et obtenir le soutien populaire en faveur de mesures unilatérales contre le poids de la dette publique, allant de la suspension de paiement à la restructuration unilatérale ou à la répudiation.** Les livres de la dette publique devraient être ouverts afin d'être soumis à l'examen public et une enquête sous contrôle démocratique devrait déterminer les dettes qui n'ont pas à être remboursées. **Par principe, les dettes considérées comme**

***Les politiques d'austérité imposées par les créanciers afin de satisfaire le remboursement de la dette publique ont des conséquences désastreuses pour les pays débiteurs. La mise en œuvre de ces politiques doit être arrêtée immédiatement***

odieuses, illégitimes, illégales ou insoutenables (en suivant les définitions élaborées par la Commission pour la vérité sur la dette publique de la Grèce) ne doivent pas être payées.

Les gouvernements de la gauche populaire devraient inclure dans l'audit de la dette les créances que leurs États ont sur d'autres nations. Les dettes considérées comme illégitimes, illégales, odieuses et/ou insoutenables doivent être annulées.

À l'occasion d'une annulation de dettes publiques, il conviendra de protéger les petits épargnants qui ont placé leurs économies dans des titres publics ainsi que les salariés et les retraités qui ont vu une partie de leurs cotisations sociales (re-



*Les dettes odieuses,  
illégitimes, illégales,  
insoutenables, ne doivent  
pas être payées*

traite, chômage, maladie, famille) placé par les institutions ou les organismes gestionnaires dans ce même type de titres.

#### ***Réduction de la dette privée***

**Un gouvernement de gauche devrait appliquer un programme de réduction de la dette privée, en réduisant ou en annulant les dettes des individus et des familles dont le volume a fortement augmenté**

avec l'offensive néolibérale contre l'emploi, les salaires, les services publics, etc. Ces mesures d'urgence devraient être accompagnées de politiques visant à renverser cette offensive néolibérale.

# CHAPITRE 4

---

## Travail, emploi et droits sociaux

**U**n changement radical dans les politiques de l'emploi et les politiques sociales est nécessaire afin de garantir un emploi équitable, une vie décente et le droit à la démocratie économique pour toutes et tous.

### Initiatives des mouvements sociaux et citoyens :

Les revendications et initiatives des mouvements sociaux et citoyens constituent des préconditions pour sortir de la logique néolibérale. Ces initiatives devraient viser, notamment, l'annulation et l'inversion du processus de dégradation des droits sociaux ainsi que de démantèlement de la négociation collective mis en œuvre ces dernières années ; l'établissement d'un salaire minimum de référence ; la réduction de la durée de la journée de travail, avec pour horizon 32 heures, et la garantie du droit au logement ; le

*Renforcer les initiatives des mouvements sociaux visant notamment l'annulation et l'inversion du processus de dégradation des droits sociaux*

droit de toute personne à migrer, et à bénéficier d'un accueil digne en lui garantissant la pleine citoyenneté ; le démantèlement du pouvoir des grandes entreprises et notamment des multinationales par le biais de leur socialisation et de leur régulation publique ; ainsi que la transformation sociale, écologique, démocratique et féministe du modèle économique.

***Rompre avec les  
mécanismes imposés par  
la logique des politiques  
« de convergence » au  
niveau européen et  
démocratiser l'économie***

*Les mesures immédiates  
d'un gouvernement populaire :*

Un gouvernement populaire devrait d'abord adopter des mesures immédiates pour rétablir les droits perdus dans le domaine de l'emploi ainsi que de la négociation collective et augmenter le pouvoir de la classe ouvrière et des syndicats ; annuler les coupes imposées dans les pensions de retraites et au contraire augmenter celles-ci ainsi que les allocations de chômage et les autres allocations sociales ; garantir tous les droits à toutes les personnes forcées de migrer pour des raisons économiques, sociales et politiques ; annuler et s'opposer à la « nouvelle génération » de traités commerciaux.

Des gouvernements populaires devraient ensuite appliquer des mesures dans l'ensemble de ces domaines : la réduction de la semaine de travail à 35 heures, en guise de première étape pour une réduction plus importante, sans réduction de salaire ; l'augmentation du salaire

minimum ; l'abolition des restrictions existantes à l'amélioration des accords collectifs dans les divers espaces territoriaux et sectoriels ; l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui génèrent du profit ; l'abolition de l'inégalité de genre au travail, en rendant effectif le principe de l'égalité des salaires entre hommes et femmes à qualification égale ; l'établissement d'un nombre significatif d'heures minimales qui doivent être rémunérées dans les emplois à temps partiel ; la démocratisation des établissements de travail et l'augmentation de la participation des travailleurs dans les processus de décision dans l'entreprise ; l'augmentation de la protection sociale, ainsi que de la part de la richesse nationale affectée à la santé, à l'éducation, aux prestations sociales, etc. ; la facilitation des expérimentations démocratiques au travail : coopératives, production auto-organisée de biens et de services, économie sociale et solidaire, etc. ; la création de nouveaux droits sociaux permettant de vivre dignement : accès au logement public ; droit au travail (qui est préférable au revenu de base) ; reconnaissance des situations de dépendance spécifique au moyen d'un système de soin et d'accompagnement public, universel et gratuit ; garantie de places disponibles et gratuites dans les crèches publiques ; création

d'une « allocation d'autonomie » (ou salaire étudiant) permettant aux jeunes de financer leurs études à l'abri de la pression du marché de l'emploi, etc. Ces mesures impliquent une augmentation des emplois de haute qualité dans les secteurs économiques socialement nécessaires et écologiquement soutenables.

Les mesures à moyen terme d'un gouvernement populaire :

À moyen terme, les mesures sociales et économiques d'un gouvernement populaire devraient consister, principalement, à rompre avec les mécanismes imposés par la logique des politiques « de convergence » au niveau européen (critères budgétaires, limitation des dépenses publiques, etc.) et à démocratiser l'économie : le droit des travailleurs à décider au sujet des conditions et de l'organisation de leur travail, ainsi que sur les moyens et les fins de leur activité, doit être reconnu comme un droit démocratique et social garanti par le droit du travail. Cela implique d'accorder à toutes et tous un droit inaliénable au travail ainsi qu'à l'éducation et au logement, et de concevoir autrement le lieu de travail pour le transformer en une institution démocratique.

***Promouvoir au niveau international des initiatives en faveur de la transformation sociale, démocratique, écologique et féministe du travail***

Les initiatives à moyen terme dans le domaine international :

Au-delà, dans le domaine international, nous devrions systématiquement promouvoir des initiatives en faveur de la transformation sociale, démocratique, écologique et féministe du travail. Cela signifie que toutes les institutions politiques et sociales doivent être mises au service du changement des manières de produire, de distribuer et de consommer, de la relocalisation des emplois dans les secteurs socialement et écologiquement nécessaires, et de l'établissement de conditions de travail justes et dignes. Nous devons aussi promouvoir la transformation radicale des règles de la mondialisation – et donc notamment la rupture avec les « accords commerciaux » qui constituent en réalité des systèmes de domination du grand capital et des multinationales – pour donner la priorité aux droits humains, économiques, sociaux et culturels.

En ce qui concerne les questions stratégiques au niveau européen, les priorités devraient être des grèves transnationales, afin de se confronter collectivement au pouvoir des multinationales dans une perspective de lutte des classes ; des campagnes européennes ou internationales menées par les syndicats et les mouvements sociaux au sujet de tous les enjeux précédemment mentionnés ; la pédagogie au sujet des effets désastreux de l'Union européenne concernant l'emploi, les inégalités et les droits sociaux ; l'opposition, la désobéissance et la lutte vis-à-vis de toutes les institutions du capitalisme néolibéral, y compris l'Union européenne, qui entravent l'application des droits sociaux des travailleurs et des citoyens.



# CHAPITRE 5

---

## Écosocialisme et transition énergétique

**U**n engagement cohérent envers l'environnement ne peut se limiter à modifier le rapport entre l'humanité et la nature en général ; il faut en même temps exiger l'égalité sociale, qui garantit la satisfaction des besoins sociaux et protège les classes populaires : il s'agit de concilier la préservation d'un environnement vivable (notamment par la réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial, de 58 % d'ici 2030 et de 100 % d'ici 2050) et la justice sociale, d'atteindre l'équité sociale en dehors du productivisme. **Bref, il nous faut un programme de décroissance anti-productiviste, écosocialiste et anticapitaliste.** En Europe, cela signifie une rupture radicale avec l'UE capitaliste et ses « politiques climatiques », tout particulièrement les permis de

*Il nous faut un programme de décroissance anti-productiviste, écosocialiste et anticapitaliste*

polluer, les certificats verts et les cat bonds, ou plus généralement tout ce qui touche au « capitalisme vert » que la Commission européenne cherche à promouvoir.

*Des initiatives citoyennes immédiates :*

Les changements nécessaires pour faire face à la crise décrite ci-dessus ne pourront avoir lieu que s'ils jouissent d'un large soutien popu-

***Il nous faut d'urgence un  
contrôle public sur  
le secteur de l'énergie,  
c'est-à-dire l'expropriation  
des compagnies privées  
dans ce secteur et leur  
transfert à un secteur  
public socialisé de l'énergie***

laire, reposant sur des citoyens bien informés et disposés à promouvoir et à être coresponsables de ces transformations. Il est donc nécessaire d'encourager, de protéger et de développer des initiatives citoyennes déjà orientées vers une transition socio-écologique (coopératives de services publics, consommation agro-écologique, recyclage, restauration écologique, secteurs en cours de reconversion, etc.). Il faut également promouvoir la prise de conscience et le développement d'initiatives auto-organisées fonctionnant comme des laboratoires d'expériences à reproduire à plus grande échelle.

***Mesures d'urgence à prendre par  
un gouvernement populaire :***

Pour garantir un programme démocratique en faveur de la majorité, il nous faut d'urgence **un contrôle public sur le secteur de l'énergie, c'est-à-dire l'expropriation des compagnies privées dans ce sec-**

**teur et leur transfert à un secteur public socialisé de l'énergie.** Il est également nécessaire d'établir un contrôle citoyen des moyens de production et des objectifs visés dans tous les secteurs, contrôle qui devrait être exercé par des personnes aussi proches que possible du domaine et des besoins concernés. Il faut établir de plus un contrôle démocratique au niveau de l'État sur des facteurs clés comme les infrastructures, les acteurs économiques, les mécanismes financiers, la planification stratégique et les secteurs associés. Pour que le secteur public puisse remplir sa fonction de catalyseur de la transition et être financé sans la pression du marché capitaliste, il a besoin d'autonomie monétaire. À cette fin, les règles de l'Union monétaire européenne devraient être abandonnées et remplacées par d'autres formes de coopération financière en Europe. Nous devons promouvoir un modèle de développement qui favorise la production locale, réduit l'impact socio-environnemental global et génère la prospérité locale, même sans croissance du PIB.

L'ampleur des problèmes environnementaux exige d'énormes transformations socio-économiques sur un laps de temps très court. En plus des actions mentionnées ci-dessus, le gouvernement doit donc mettre en œuvre des mécanismes excep-



tionnels d'urgence pour soutenir des changements radicaux immédiats en ce qui concerne **la préservation de la nature et de la biodiversité**, avec notamment le contrôle de l'urbanisation et de l'occupation des terres ; le renforcement de la législation et des règlements pour réduire la pollution et les altérations dans les cycles biogéochimiques ; la reforestation et le développement de l'agroforesterie doivent être soutenus. Ces mesures d'urgence concernent aussi **l'énergie et le climat**, avec notamment un plan de nationalisation / socialisation des moyens de production dans le secteur de l'énergie, les infrastructures, les opérateurs et les systèmes de fixation des prix et des taxes ; un plan de financement énergétique avec des critères de priorités et de redistribution de la richesse ; le développement d'un secteur de l'énergie socialisé, détenu par les pouvoirs publics et relocalisé et la transformation de tous les secteurs de la production industrielle en utilisant des sources d'énergie renouvelables et non polluantes ; l'interdiction des techniques de fracturation hydraulique et la fermeture de toutes les centrales nucléaires et des centrales thermiques fonctionnant au carburant fossile ; la promotion d'une agriculture sans pesticides ni engrais chimiques.

*Objectifs concrets pour un gouvernement populaire :*

Un gouvernement populaire qui s'engage à soutenir les classes populaires tout en visant la soutenabilité écologique doit redéfinir les principaux secteurs économiques. Voici quelques mesures concrètes à mettre en œuvre : établir des objectifs et des stratégies à long terme, par la Constitution ou des lois ; créer des mécanismes démocratiques d'investissement et de financement d'une transition écosocialiste (par la socialisation des banques, mais aussi l'annulation des dettes publiques illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables, etc.) ; préserver les systèmes écologiques essentiels qu'il s'agisse des sols, des cours d'eau, des nappes phréatiques, des côtes ou des mers, en renforçant une gestion publique des communs ; éliminer les obstacles juridiques à la production agro-écologique en agriculture paysanne ; développer des services publics en accès gratuit et facile pour tous, en particulier des transports publics en zones urbaines et rurales ; encourager la vie en zone rurale et le désengorgement des zones urbaines tout en préservant les zones encore « vierges » ; augmenter l'autosuffisance des villes ; organiser un vaste plan d'isolation des logements dans le cadre d'un droit à un logement décent pour toutes et tous ; développer un nouveau modèle de gestion de l'énergie et garantir le contrôle des prix ; interdire l'obsolescence programmée ; mettre en œuvre

***Tenter de relever les  
défis socio-écologiques et  
énergétiques au niveau  
national est essentiel  
mais irréalisable si  
ces initiatives ne  
s'accompagnent pas  
de mesures au niveau  
international***

une stratégie qui permette de prévoir des conflits écologiques locaux et de leur trouver une solution démocratique, dans le cadre de la relocalisation économique.

***Initiatives au niveau international :***

Tenter de relever les défis socio-écologiques et énergétiques au niveau national est essentiel mais irréalisable si ces initiatives ne s'accompagnent pas de mesures au niveau international. Il s'agit notamment de modifier les règlements européens. Pour un véritable contrôle public, il nous faut d'une part, nous débarrasser des règles de concurrence européennes, ainsi que règles sur les marchés publics, du critère européen de stabilité et de la limite du déficit public ainsi que des restrictions monétaires européennes actuelles ; d'autre part introduire des clauses contraignantes pour les sociétés et les investisseurs dans les stratégies européennes pour

la biodiversité, notamment en ce qui concerne la santé publique (réduction de la pollution de l'air, interdiction de pesticides pathogènes et polluants, etc.) ; enfin abroger les traités multilatéraux (comme la Charte énergétique, les mécanismes de résolution de différends par des tribunaux privés prévus dans les traités dits de « libre échange », etc.) et tous les traités qui sont en contradiction avec les objectifs poursuivis.

Il nous faut un plan radical de transition écosocialiste en Europe comme dans le reste du monde. Les efforts visant à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre devront être plus importants dans les pays du Nord, afin de garantir aux pays du Sud un droit prioritaire pour se développer en utilisant ce que l'humanité peut encore utiliser d'énergies non renouvelables, d'ici à ce que la transition énergétique soit assurée au niveau mondial. Dépasser le capitalisme n'est pas seulement une question d'égalité et de démocratie, mais aussi de survie et de renouvellement des écosystèmes dans lesquels les humains s'inscrivent. Dans cette perspective, une rupture radicale avec les institutions et les traités européens actuels et leur remplacement par d'autres formes de coopération internationale sont des conditions *sine qua non*.

# CHAPITRE 6

---

## Féminisme

Une position politique féministe cohérente exige que nous nous opposions à toute forme d'exploitation, de sexisme, d'expression du patriarcat et à toutes les formes de violence qui font que des personnes exploitées et vulnérables se tournent les unes contre les autres pendant que le capital continue à diviser nos luttes communes sans être inquiété. Notre force réside dans les luttes et dans la solidarité des opprimé-e-s, des femmes, des communautés LGBTQI+, des minorités, des personnes victimes du racisme et des travailleurs et travailleuses contre la tyrannie du marché et du capital et contre l'UE qui impose des mesures d'austérité.

Il faut que des gouvernements populaires synthétisent les luttes de ces mouvements et aillent plus loin que de simples exigences d'égalité formelle, qu'ils mettent en cause la division genrée du travail et le

*Notre force réside dans les luttes et dans la solidarité des opprimé-e-s ; il faut que des gouvernements populaires synthétisent ces luttes*

caractère genré de la reproduction sociale ainsi que sa mise à l'écart de la sphère publique. Nous devons socialiser les tâches de la reproduction sociale<sup>1</sup>, par exemple

<sup>1</sup> Par « reproduction sociale », nous n'entendons pas ici le phénomène sociologique de reproduction des appartenances et inégalités sociales, analysé de façon critique notamment par Pierre Bourdieu (à partir de son ouvrage *Les Héritiers*, co-écrit avec Jean-Claude Passeron et publié en 1964), mais le complexe réseau de processus sociaux et de relations humaines qui permettent de produire les conditions d'existence de la force de travail (comme l'éducation, les soins, l'alimentation, etc.). Ce réseau est majoritairement pris en charge, de manière invisibilisée, au sein de la sphère familiale et de façon écrasante par les femmes, comme le soulignent notamment des auteures féministes marxistes. Voir par exemple Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Nancy Fraser, *Féminisme pour les 99 %*. Un manifeste, La Découverte, 2019 ; voir aussi (en an-

*En permettant aux femmes  
de décider librement de  
leurs vies, le secteur public  
socialisé pourra servir de  
levier pour amener des  
changements plus radicaux  
dans la structure sociale*

en investissant massivement dans des crèches communales, des laveries et des restaurants collectifs, en visant l'objectif de fournir ces services gratuitement. C'est de cette façon que nous créerons les conditions nécessaires à l'intégration des hommes et des femmes dans tous les secteurs économiques sur pied d'égalité et avec les mêmes salaires. Il s'agit de créer les conditions pour en finir avec le travail domestique et subalterne des femmes et ainsi transformer la division genrée du travail d'une manière qui soit véritablement égalitaire et libératrice. Pendant la période de transition, il nous faudra recourir à des quotas pour nous assurer que les femmes, les femmes immigrées en particulier, soient correctement représentées dans les secteurs économiques de leur choix, notamment le secteur public. Au sein du secteur public, nous voulons créer des formes de flexibilité qui ne servent pas les

glais) Tithi Bhattacharya (coord.), *Social Reproduction Theory. Remapping Class, Recentring Oppression*, Pluto Press, 2017.

intérêts du capital en assurant une reproduction de la force de travail à moindre coût dans la famille aux dépens des femmes. Il s'agit de permettre aux femmes de choisir ou non d'avoir des enfants, de prendre ou non des congés pour les élever, de poursuivre ou non leur carrière, d'avoir le droit de décider elles-mêmes de ce qu'elles font de leur vie et de leur épanouissement au travail et dans la société. C'est ainsi que le secteur public socialisé pourra servir de levier pour amener des changements plus radicaux dans la structure sociale. Notre objectif est de nous inscrire dans la lutte des mouvements de libération pour transformer la reproduction sociale par le bas à travers des initiatives de mouvements auto-organisés.

**Les mouvements sociaux doivent donc tout mettre en œuvre, par des campagnes et des mobilisations, pour obtenir** l'égalité complète pour toutes et tous, la pénalisation de toute forme de violence et de discrimination fondées sur les constructions sociales de genre, de classe, de race ou d'âge ; la décriminalisation des protestations contre les politiques anti-migratoires et des actions de solidarité avec les migrant-e-s et les autres groupes vulnérables ; un salaire égal pour un travail égal ; la socialisation de la charge de la reproduc-

tion sociale : qu'on investisse des investissements dans des crèches collectives, des restaurants collectifs, des laveries collectives ; plus de participation citoyenne dans les décisions politiques au niveau local ; la protection des sources d'eau potable et de tout autre moyen de subsistance; des victoires dans la lutte contre le poids de la grande finance, contre l'endettement et les politiques d'austérité ; l'accès gratuit aux soins de santé reproductifs; l'ouverture des frontières, le droit de circulation et d'installation ; la fin des guerres impérialistes, menées en particulier par la coalition de l'OTAN, qui détruisent des sociétés entières.

**Les mesures concrètes à adopter par tout gouvernement populaire doivent** imposer une taxation plus forte du grand capital pour financer une expansion massive du secteur public, notamment des emplois dans les domaines liés à la transition écologique ; augmenter les emplois à plein temps pour les femmes dans le secteur public ; faire appliquer la législation sur le salaire égal pour un travail égal avec des sanctions pour les employeurs du secteur privé qui ne respectent pas la législation ; augmenter l'offre en crèches collectives, restaurants collectifs et laveries collectives; veiller à ce que les emplois dans les secteurs de

l'enseignement, de la santé et des services sociaux ne soient pas féminisés, afin d'avoir un juste équilibre entre travailleurs et travailleuses ; éviter les discriminations en termes de carrière envers les femmes qui retournent au travail après un congé de maternité ou parental ; appliquer et améliorer la législation existante pour la défense des droits civiques et du travail des populations LG-BTQI+ ; introduire une loi instaurant des quotas pour permettre aux populations immigrées de trouver de l'emploi, à salaire égal, dans le secteur public ; accompagner la législation pour l'égalité par des campagnes publiques et du soutien matériel en faveur des communautés et des mouvements qui combattent le racisme, l'oppression et la discrimination liées au genre ; réformer la législation existante pour soutenir les victimes de violence sexuelle et domestique, en particulier les enfants, en s'appuyant sur des campagnes publiques et du soutien matériel pour les femmes qui résistent en se battant et pour les mouvements de jeunes qui formulent leurs propres demandes ; augmenter la participation citoyenne pour toutes les questions qui concernent notre vie quotidienne par l'introduction de mécanismes d'autogestion dans toutes les unités de travail du secteur public et des mécanismes d'autogestion communautaire.

***Nous nous battons pour un  
féminisme de lutte contre  
des politiques qui tuent et  
exploitent les femmes,  
car notre ennemi est le  
capital présent dans toutes  
les dimensions de nos vies***

C'est un féminisme de lutte contre des politiques qui se soldent par la mort de milliers de femmes et l'exploitation de centaines de milliers d'autres, car nous avons conscience que notre ennemi est le capital présent aujourd'hui dans toutes les dimensions de nos vies.

Le féminisme pour lequel nous nous battons n'est pas le féminisme d'une infime minorité de femmes dans des positions de pouvoir dans les banques ou les entreprises au détriment des travailleuses, des migrantes, de toutes celles qui sont vulnérables et de nos enfants.



# CHAPITRE 7

---

## Santé, éducation et logement

**D**epuis l'éclatement de la crise financière de 2008, les mesures d'austérité appliquées dans le monde et en Europe ont mis à mal les dépenses sociales. Elles ont imposé une « discipline » budgétaire stricte et instauré de nouvelles coupes dans des dépenses d'éducation et de santé déjà en baisse, faisant la guerre tout d'abord à celles et ceux qui ne gagnent rien ou presque. C'est cela que nous voulons changer. La lutte pour l'éducation, la santé, les soins et le droit à un logement décent fait partie de la lutte pour notre émancipation et pour l'amélioration substantielle de nos conditions de vie.

Nos propositions s'adressent à la fois aux mouvements et aux forces politiques qui accéderaient au gouvernement. Nous pensons que la lutte pour une santé et une éducation publique gratuite et accessible

***La lutte pour l'éducation, la santé, les soins et le droit à un logement décent fait partie de la lutte pour notre émancipation et pour l'amélioration substantielle de nos conditions de vie***

est la seule alternative viable.

*Propositions immédiates pour les mouvements sociaux :*

**Les priorités devraient être de mener campagne d'une part pour une éducation, une santé, des services de soins et des logements publics, accessibles et gratuits, d'autre part pour la socialisation de l'industrie pharmaceutique**

*Mener campagne pour  
des services publics  
accessibles et gratuits,  
la socialisation de  
l'industrie pharmaceutique  
et l'accès aux produits  
pharmaceutiques à  
travers le système de santé  
publique, l'augmentation  
des salaires et la dignité de  
l'emploi et de l'existence*

et l'accès aux produits pharmaceutiques à travers le système de santé publique, enfin pour l'augmentation des salaires ainsi que la dignité de l'emploi et de l'existence. Il s'agit aussi d'exiger l'arrêt immédiat de la libéralisation, des privatisations ou de la marchandisation dans ces secteurs dont l'accès devrait être assuré pour chacun-e quelle que soit sa classe ; de promouvoir des audits citoyens des contrats de Partenariat publics-privés et des dettes contractées via ces PPP ; de remettre en cause les dettes illégitimes contractées via les PPP et exiger un moratoire immédiat sur le lancement de tout nouveau PPP ; de mettre un terme à tous les investissements dans les systèmes privés d'éducation et de santé ; d'engager un processus de socia-

lisation de l'éducation, de la santé et des systèmes de soins ; de mener campagne pour un congé de maternité prolongé jusqu'à 12 mois pour toutes ; d'exiger un accès égal et gratuit à toutes les structures éducatives de la petite enfance jusqu'à l'université ; de mener campagne pour des repas gratuits pour tous les enfants fréquentant les structures éducatives ; privilégier la qualité et non la quantité : les êtres humains ne sont pas des chiffres.

*Propositions immédiates pour  
un gouvernement populaire*

Au lieu d'augmenter les investissements dans les équipements militaires et la défense, **un gouvernement populaire devrait investir de l'argent dans l'éducation, le logement, la santé et les services de soins au bénéfice de toute la collectivité.** Il devrait aussi, notamment, restaurer la dignité et relever les salaires des personnels de l'éducation, de la santé et du secteur des soins ; mettre fin aux PPP liés aux services publics ; mettre en question les dettes contractées à travers les différentes formes de PPP ; définir le logement comme une valeur d'usage essentielle (plutôt qu'une valeur d'échange) ; investir dans les systèmes d'éducation, de santé et de soin au lieu de promouvoir l'intérêt privé basé sur l'idéologie du



choix ; arrêter les investissements publics dans les systèmes privés d'éducation, de santé, et dans toute autre institution privée similaire ; s'assurer que les enfants exclus du système éducatif en raison de handicap, de la pauvreté ou d'autres formes de discrimination soient intégrés et que les ressources nécessaires soient affectées à leur développement, ces enfants qui ont des besoins particuliers doivent recevoir l'assistance éducative spécialisée nécessaire ; mettre fin à la ségrégation basée sur le revenu et la race en matière d'éducation, de santé et de soins ; investir dans la qualité plutôt que dans des systèmes de tests quantitatifs visant à la concurrence ; diminuer le nombre d'élèves par classe ; réduire la pression sur les institutions publiques en investissant dans l'emploi public en prévoyant le nombre suffisant d'enseignant-e-s, de docteur-e-s, d'infirmiers et d'infirmières, de travailleurs et travailleuses du secteur des soins pour assurer un service de qualité et répondre aux besoins.

Programme à moyen terme  
des gouvernements populaires

**Un gouvernement populaire doit socialiser l'entièreté des systèmes d'éducation, de santé et de soins,** en ramenant dans le domaine public les services qui sont actuellement

dans le secteur privé. Il devrait promouvoir la création d'un parc de logements publics géré collectivement ; exproprier les fonds immobiliers lorsque leur parc de logements n'a pas de fonction sociale ou n'est pas à la portée de la majorité de la population. Il devrait également promouvoir et mettre en œuvre l'autogestion des secteurs éducatif, de santé et de soins par les professionnels qui y travaillent avec la participation des usagers et des citoyens ainsi que des représentant-e-s politiques locaux ; favoriser l'implication directe des citoyen-ne-s dans les décisions concernant la santé et l'éducation via leur droit à prendre part aux assemblées d'autogestion qui s'y rapportent ; permettre l'accès entièrement libre et gratuit à l'éducation, aux médicaments et aux soins ; assurer l'entière gratuité de l'enseignement supérieur et octroi d'une allocation d'études universelle pour tou-te-s les étudiant-e-s ; œuvrer à la coopération internationale en matière de recherche publique, particulièrement dans le domaine de la santé pour remédier à la fragmentation, aux monopoles, aux gaspillages et aux coûts massifs imposés par la grande industrie pharmaceutique ; organiser un système de redistribution de la richesse des pays les plus riches vers les plus pauvres orienté spécialement vers les secteurs de l'éduca-

*Développer, préserver  
et renforcer les systèmes  
publics d'éducation,  
de santé, de soins et de  
logements n'est possible  
que si l'on s'attaque aussi  
à l'économie de la dette et  
de l'austérité, et donc  
au cadre de l'Union  
européenne et de l'euro*

tion, de la santé et des soins ; veiller au respect des droits égaux – indifféremment de leur nationalité – à la citoyenneté et à l'emploi pour tous les travailleurs et travailleuses employé-e-s dans le secteur public socialisé.

**Le développement, la préservation et le renforcement de systèmes publics d'éducation, de santé, de soins et de logements accessibles gratuitement n'est pas possible dans le cadre de l'Union européenne et de l'euro.** Les possibilités de réaliser un tel programme sont inexistantes si l'on ne s'attaque pas aussi à l'économie de la dette et de l'austérité. Ce chapitre a traité des questions d'éducation, de santé et du droit à un logement décent, mais d'autres questions en lien avec les services publics auraient mérité d'être abordées, telles que le transport public et bien d'autres questions en lien avec les besoins et exigences de communautés locales.



# CHAPITRE 8

---

## Politiques internationales

**N**ous devons nous opposer à la fois aux inégalités entre centre et périphéries dans l'Union Européenne, à l'Europe forteresse responsable de la mort de milliers de migrant-e-s notamment en Méditerranée, et au néocolonialisme des principales puissances européennes sévissant dans le reste du monde.

*Initiatives immédiates citoyennes à lancer aux niveaux national et international, notamment par les mouvements sociaux :*

**La gauche populaire en Europe doit participer aux mouvements sociaux existants qui contestent les politiques anti-migratoires de l'Europe forteresse et les développer**, tels que ceux qui organisent l'hébergement de migrants, les aident à franchir les frontières, dénoncent les centres de rétention pour migrants, organisent des ma-

*Participer aux mouvements sociaux en faveur de l'ouverture des frontières et de l'accueil digne des migrants, et en opposition à l'impérialisme économique et militaire*

nifestations de masse en faveur de l'ouverture des frontières et de l'accueil digne des migrants. Elle doit également établir des liens avec les groupes et les personnes impliqués dans les politiques d'émancipation en dehors de l'Europe.

Nous devons **engager et développer des audits des créances européennes sur les pays tiers** en vue de l'annulation des dettes illégitimes et odieuses réclamées par l'UE ou ses

## ***Rompre avec l'OTAN et s'engager en faveur d'un désarmement mondial***

membres à des pays tiers, ainsi que **remettre en cause les accords de libre-échange** signés avec les pays en développement et les autres politiques économiques renforçant la dépendance des nations dominées. Nous devons également **nous engager activement dans la campagne de « Boycott, Désinvestissement, Sanctions » (BDS)** contre le colonialisme de peuplement de l'État israélien. Les groupes de gauche et les mouvements sociaux en Europe doivent **s'opposer aux guerres impérialistes et contre-révolutionnaires** d'où qu'elles viennent et dénoncer activement la coopération entre leurs propres gouvernements en place actuellement et les régimes impliqués dans des violations des droits de l'homme.

### *Premières mesures d'un gouvernement populaire au niveau national :*

Afin de signifier une rupture radicale dans l'approche des politiques internationales, **un gouvernement populaire d'un pays membre de l'OTAN quittera cette organisation et cessera toute coopération avec elle.** Le commandement militaire le plus étroitement lié à l'État et à la classe capitalistes sera démis de ses fonctions et l'armée sera réorgani-

sée sous contrôle démocratique. Si l'État est impliqué dans des guerres à l'étranger (par exemple au Mali), il initiera un processus de désengagement à achever le plus rapidement possible et remplacera son action par un soutien humanitaire sous contrôle démocratique des populations concernées. Il socialisera l'industrie de l'armement et instaurera un moratoire sur la production et la vente d'armes à l'étranger. **Il s'engagera en faveur d'un désarmement mondial et démantèlera son arsenal nucléaire s'il en possède un.**

**Un gouvernement populaire devrait ouvrir ses frontières, garantir un accès sécurisé à son territoire pour les migrants (notamment par voie maritime) et assurer la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.** Les centres de rétention pour migrants seront supprimés. L'égalité des droits, y compris le libre accès aux soins de santé et à l'éducation publique ainsi que l'accès à un logement décent devrait être assurée ; toute personne qui s'installe dans la juridiction du gouvernement populaire devrait disposer de tous les droits civiques, y compris du droit de vote à tous les niveaux de la juridiction. Toute participation financière aux budgets communs européens pour le contrôle des frontières (par exemple Frontex) sera annulée. Si l'État possède une force militaire ma-

rine, celle-ci sera désarmée, soumise à un contrôle démocratique et utilisée pour des actions humanitaires (par exemple en mer Méditerranée).

**Un gouvernement populaire mettra en place un moratoire sur le remboursement de ses propres créances jusqu'à ce que les résultats d'un audit avec participation citoyenne soient connus.** Toutes les créances sur les nations dominées, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur (par exemple la Grèce) de l'UE seront annulées. Toutes les créances illégitimes et odieuses seront annulées. Un gouvernement populaire mettra fin à sa participation financière aux institutions financières internationales, telles que le FMI et la Banque mondiale, qui participent à la subjugation de pays dépendants. Il désobéira aux règles de l'OMC, se retirera de tout accord de libre-échange défavorable aux pays moins développés, et proposera à la place un commerce équitable à ces pays. **Il prendra des sanctions contre les entreprises actives dans son pays et qui violent les lois nationales et internationales à l'étranger.** Il interdira les transactions avec les paradis fiscaux et prendra des sanctions à leur rencontre. Il transférera gratuitement toute technologie utile aux nations dominées.

**Un gouvernement populaire re-**

***Ouvrir les frontières,  
garantir des routes  
sécurisées pour les  
migrants et assurer  
la liberté de circulation  
et d'installation pour  
toutes et tous***

**connaîtra le rôle destructeur joué par la colonisation,** incluant l'esclavage, les guerres coloniales, les guerres d'extermination et les massacres coloniaux ; il engagera un processus pour déterminer les compensations financières à verser à ses anciennes colonies s'il en avait et il leur restituera les biens culturels qui leur ont été volés.

**Un gouvernement populaire prendra des sanctions contre les régimes violant le droit international et les droits humains fondamentaux,** en veillant à ne pas mettre davantage en danger les populations de ces régimes lorsqu'il s'agit de pays dépendants. Il soutiendra activement les nations et les ethnies opprimées (par exemple les Palestiniens, les Kurdes, les Sahraouis, les Rohingyas) par le biais d'une aide humanitaire et diplomatique. Il portera assistance aux populations dont la vie est directement menacée, y compris en prenant des mesures pour empêcher les régimes criminels de commettre des crimes de masse.

***Un gouvernement  
populaire devra rompre  
l'isolement et appeler à  
des mobilisations  
internationales pour  
la paix, la solidarité et  
la justice sociale***

*Étapes de moyen terme  
d'un gouvernement populaire en lien  
avec les mouvements sociaux :*

Il sera nécessaire pour un gouvernement populaire de rompre l'isolement par des mobilisations de masse contre les menaces contre-révolutionnaires venant de l'intérieur comme de l'extérieur. **Un gouvernement populaire appellera à des mobilisations internationales pour la paix, la solidarité et la justice sociale.** Il rendra public le chantage constant et les menaces utilisées par les gouvernements pro-capitalistes dans les négociations et les institutions multilatérales. Afin de briser l'isolement, un gouvernement populaire aura besoin d'établir de nouvelles coopérations bilatérales et multilatérales avec des gouvernements pro-capitalistes à l'étranger. Pour ce faire, il établira clairement la distinction entre ce qui relève des calculs diplomatiques tactiques (qui motiveraient de telles coopérations) et ce qui relève des alliances politiques stratégiques (qui ne peuvent

pas être établies avec des gouvernements pro-capitalistes), et soumettra ces orientations à un contrôle démocratique strict de la population.

*Étapes de moyen terme  
au niveau international :*

Les gouvernements populaires **créeront une institution financière commune basée sur la solidarité, offrant des prêts à taux zéro aux pays dépendants**, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Ils établiront de nouvelles coopérations dans les domaines économique, social et écologique, en adoptant des législations égales (par exemple dans les domaines des droits du travail, de la sécurité sociale, des politiques du logement) basées sur les normes existantes les plus élevées au sein du groupe de pays concernés. Les gouvernements populaires adopteront un traité juridiquement contraignant pour obliger les sociétés transnationales à respecter le droit international et agiront conjointement au niveau international pour promouvoir le changement social et la transition écologique. Ils établiront un rapport de forces suffisamment fort pour entamer des négociations significatives avec des puissances oppressives en vue du règlement de questions nationales (par exemple la Palestine, le Sahara occidental, le Kurdistan) et de guerres civiles prolongées (par exemple en Syrie).

# CHAPITRE 9

---

## Luttes sociales, confrontations politiques et processus constituants

*Désobéir, affronter  
et rompre avec les  
institutions européennes  
non démocratiques et  
capitalistes, pour les  
remplacer par de nouvelles  
formes de coopération  
populaire et d'institutions  
démocratiques en Europe*

**L**es institutions européennes (de l'UE et de la zone euro) sont structurellement néolibérales, non démocratiques et inégalitaires. Elles constituent un obstacle à la satisfaction des besoins, des revendications et des droits des classes populaires dans chacun des pays membres, ainsi qu'à la solidarité et à l'égalité entre les peuples européens. À l'encontre des logiques de la concurrence et dans la perspective d'une transition écologique, l'échelle européenne des luttes et des alternatives concrètes revêt une importance particulière. Nous voulons rendre l'Europe commune, mais c'est impossible dans le

***Désobéir de façon  
coordonnée aux traités,  
diktats et décisions de l'UE***

cadre des institutions européennes existantes. Notre scénario propose de s'appuyer sur les luttes sociales existantes aux niveaux local, national et transnational pour **désobéir, affronter et rompre avec les institutions européennes non démocratiques et capitalistes, et pour les remplacer par de nouvelles formes de coopération populaire et d'institutions démocratiques en Europe.**

*Les principales étapes  
du scénario de "rébellion"  
pour une Europe commune*

**1.** Nous devons **mettre en œuvre immédiatement nos objectifs sociaux, environnementaux et politiques alternatifs au moyen de plateformes permanentes et d'une désobéissance coordonnée en Europe, orientée vers la coopération entre les peuples.** Il s'agit, aux niveaux local, régional, national et européen, et concernant tous les enjeux ou bien certains enjeux spécifiques (par exemple la dette, les politiques migratoires, la transition écologique, les accords néocoloniaux avec le Sud global et y compris l'Europe de l'Est, etc.), que plusieurs acteurs politiques décident d'enfreindre les

traités, les diktats et décisions de l'UE. Ils devraient déclarer qu'ils le font ensemble afin de mettre en œuvre des politiques alternatives et de mettre en place de nouvelles coopérations instituées et à long terme (concernant tous les enjeux ou bien des enjeux ciblés). Ces processus de désobéissance peuvent s'appuyer sur des luttes existantes et sur des campagnes concrètes (dans tous les domaines tels que le droit du travail, les politiques monétaires, la lutte contre le racisme, etc.) visant à démontrer l'efficacité de la mise en œuvre des objectifs démocratiques, environnementaux et sociaux au niveau européen, et leur contradiction avec les traités et politiques néolibérales existants. Si un acteur politique est provisoirement isolé, il peut malgré cela contribuer seul à délégitimer la politique et les institutions existantes, leur désobéir en mettant en œuvre des solutions alternatives et proposer publiquement de nouvelles formes de coopération populaire et d'auto-organisation à tous les niveaux possibles.

**2.** Les luttes existantes au **niveau national doivent être menées en mettant en évidence les interactions entre la politique des classes dirigeantes nationales d'une part, et l'idéologie ainsi que l'économie politique dominantes des institutions européennes**



**dominantes d'autre part.** En vue de rompre avec l'hégémonie du capital, les consultations et les mobilisations populaires devraient se concentrer sur les objectifs et le programme concrets qui doivent être proposés contre les classes et les institutions dirigeantes de l'UE. La confrontation consiste également à mettre en place des outils défensifs contre les menaces et les attaques de l'UE, ainsi que des initiatives politiques offensives pour déstabiliser le bloc néolibéral et provoquer une crise de légitimité et de fonctionnement des institutions européennes. Ces outils doivent être employés dès que possible par un acteur politique (un gouvernement au niveau d'un État, d'une communauté, d'une municipalité, ou de tout niveau institutionnel qui le permet) au moyen de mesures unilatérales, telles que la suspension du paiement de la dette publique lors d'un audit ; la mise en œuvre d'un programme de politiques publiques créant des emplois sur la base d'une taxation spécifique du capital ; le contrôle des flux de capitaux ; et certaines socialisations et/ou nationalisations liées à des luttes et revendications concrètes. Si un acteur politique est provisoirement isolé, il doit mettre en œuvre ces outils par lui-même et, en appelant à des mobilisations populaires à travers l'Europe (plutôt que seulement dans sa propre zone géographique), il doit proposer à d'autres acteurs de contribuer à la dé-

*Se confronter aux classes  
et institutions dirigeantes  
de l'UE en se défendant  
face à leurs attaques et  
en lançant des initiatives  
politiques offensives  
pour déstabiliser le bloc  
néolibéral et provoquer  
une crise de légitimité et  
de fonctionnement des  
institutions européennes*

légitimation et à la crise politique des institutions européennes.

**3.** De tels outils défensifs et de telles initiatives politiques offensives impliquent nécessairement **une rupture avec les Traités et institutions européens par des gouvernements populaires au niveau national.** Toutes les mesures prises par un gouvernement populaire, telles que décrites précédemment dans le Manifeste, nécessitent une rupture, au moins au niveau national, avec les politiques et les règles européennes dominantes. Nous devons démontrer clairement que ce que nous défendons n'est pas lié à « l'intérêt national » mais à des objectifs politiques, sociaux, environnementaux et démocratiques – qui concernent

*Initier des processus  
constituants à tous les  
niveaux possibles en vue  
de créer de nouvelles  
coopérations, de favoriser  
des processus de rupture,  
de démanteler l'Europe  
forteresse et finalement  
de créer des institutions  
alternatives au niveau  
européen et international*

toutes les personnes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union actuelle. Nous devons absolument défendre le besoin d'une monnaie et d'un système monétaire démocratiquement contrôlés, et donc la nécessité d'une socialisation des banques et d'un contrôle des flux de capitaux. Or ces mesures entrent en conflit avec l'UEM et avec les traités de l'UE. Le gouvernement populaire peut décider d'une sortie de l'UEM et/ou de l'UE (par exemple en activant l'article 50 si c'est utile), ou bien accepter le défi d'être expulsé de l'UEM ou de l'UE.

**4.** Des processus constituants doivent être initiés à tous les niveaux possibles pour construire des alternatives dans la perspective d'une

nouvelle coopération politique en Europe basée sur une plateforme commune dirigée contre les classes dirigeantes locales et les institutions européennes ainsi que les courants xénophobes, et pour des droits sociaux des travailleurs et travailleuses et de toutes les classes subalternes ainsi que pour la défense de l'environnement. Le scénario ne peut pas être totalement fixé à l'avance mais par exemple, une alliance d'associations, de villes, de régions ou d'États rebelles pourrait lancer un « processus constituant rebelle » (concernant des prérogatives fonctionnelles globales ou bien ciblées), ouvert y compris à des espaces politiques qui n'étaient pas impliqués dès le départ dans le processus de désobéissance. Ces processus constituants, qui peuvent prendre des formes diverses selon les situations et les échelles concernées (depuis les forums et les réseaux municipaux jusqu'à des assemblées constituantes au niveau national ou européen, associées à des plateformes internationalistes), doivent être initiés en vue de créer de nouvelles coopérations, de favoriser des processus de rupture de la part d'acteurs politiques voisins qui ne s'y sont pas encore engagés, de démanteler l'Europe forteresse et finalement de créer des institutions alternatives au niveau européen et international. Si un acteur politique est provisoirement isolé, il doit lan-

cer seul ce « processus constituant rebelle » dans le territoire concerné et au sujet de l'enjeu spécifique en question, et proposer à d'autres acteurs de rejoindre le processus.

Propositions :  
initiatives immédiates

Chacune des étapes précédemment présentées requiert des initiatives immédiates. Les principales conditions concernent la conception collective et l'appropriation populaire des outils concrets nécessaires pour la désobéissance, la confrontation et l'initiative de processus constituants ainsi que le rassemblement des forces sociales et politiques qui peuvent les mettre en œuvre.

Concrètement, pour 2019, nous proposons à toutes les forces progressistes (syndicats, organisations politiques, associations, collectifs militants) partageant des objectifs similaires de : **renforcer conjointement leur critique des institutions européennes capitalistes et antidémocratiques** et préciser ensemble leurs propositions pour rompre avec l'hégémonie de ces institutions et reconstruire de nouvelles formes de coopération populaire ; **réactualiser, mettre en commun et populariser les élaborations convergentes telles que le Manifeste de l'Alter-sommet et le Manifeste de Re-CommonsEurope** ; **d'encourager**

***Proposer à toutes les forces progressistes de renforcer la critique des institutions européennes, de mettre en commun et de populariser nos élaborations convergentes, d'encourager le développement de toutes les initiatives en faveur de « processus constituants rebelles », de lancer des campagnes et d'initier des débats populaires au sujet du scénario proposé ici***

**le développement de toutes les initiatives remarquables aux niveaux local, national et européen en faveur de « processus constituants rebelles »** telles que celles développées par certain-e-s participant-e-s au mouvement des « Gilets Jaunes » en France ; de saisir l'occasion des élections européennes pour **lancer des campagnes et initier des débats populaires au sujet de ce scénario et de ses implications**, pour informer sur les initiatives existantes et les espaces alternatifs qui pourraient prendre part à ce scénario, et pour réunir les forces sociales et politiques autour de cette perspective.

# LISTE DES SIGNATAIRES

## ALLEMAGNE

Angela Klein, (revue SoZ, Allemagne)»  
Jakob Schäfer (militant de la gauche syndicale, Allemagne)

## AUTRICHE

Christian Zeller (professeur de géographie économique, membre de Aufbruch für eine ökosozialistische Alternative, Autriche)

## BELGIQUE

Anne-Marie Andrusyszyn (directrice du CEPAG, Belgique)  
Eva Betavazi (CADTM, Belgique et Chypre)  
Olivier Bonfond (économiste au CEPAG, Belgique)  
Camille Bruneau (féministe, CADTM Belgique)  
Juliette Charlier (CADTM Belgique)  
Tina D'angelantonio (CADTM Belgique)  
Virginie de Romanet (CADTM Belgique)  
Jean-Claude Deroubaix (sociologue, Belgique)  
Ouardia Derriche (Belgique)  
Grégory Dolcimascolo (ACiDe)  
Anne Dufresne (Sociologue, GRESEA)  
Chiara Filoni (CADTM, Belgique et Italie)  
Corinne Gobin (politologue, Belgique)  
Gilles Grégoire (ACiDe, CADTM Belgique)  
Giulia Heredia (CADTM, Belgique)  
Nathan Legrand (CADTM, Belgique)  
Monique Lermusiaux (retraîtée militante syndicale, Belgique)  
Rosario Marmol-Perez (militante syndicale FGTB, artiste, Belgique)  
Herman Michiel (éditeur du site Ander Europa, Belgique et Pays-Bas)  
Alice Minette (militante syndicale, CADTM Belgique)  
Christine Pagnouille (Université de Liège, ATTAC, CADTM, Belgique)  
Adrien Péroches (CADTM Bruxelles et ACiDe Bruxelles)  
Madeleine Ploumhans (ACiDe et CADTM Liège, Belgique)  
Brigitte Ponet (travailleuse sociale, CADTM Belgique)  
Daniel Richard (secrétaire régional interprofessionnel de la FGTB Verviers, Belgique)  
Christian Savestre (Attac 2 Bruxelles, RJF, Acide)  
Éric Toussaint (politologue, économiste, porte-parole du réseau international CADTM, Belgique)  
Felipe Van Keirsbilck (secrétaire général de la Centrale Nationale des Employés - CNE, Belgique)  
Christine Vanden Daelen (féministe, CADTM Belgique)  
Magali Verdier (militante féministe, Belgique)  
Roxane Zadvat (comédienne, Théâtre Croquemitaine, CADTM Belgique)

## BOSNIE-HERZEGOVINE

Selma Asotić (poète, Bosnie-Herzégovine)  
Danijela Majstorović (Université de Banja Luka, Bosnie-Herzégovine)  
Svjetlana Nedimovic (activiste, Bosnie-Herzégovine)  
Tijana Okic (philosophe, militante politique, Bosnie-Herzégovine)

## CHYPRE

Stavros Tombazos (économiste, Chypre)

## CROATIE

Dimitrije Birač (coordinateur de l'organisation Croatian Center for Workers' Solidarity, Croatie)

## DANEMARK

Poya Pakzad (conseiller en politiques économiques, Alliance Rouge-Verte, Danemark)

## ÉTAT ESPAGNOL

Walter Actis (Ecologistas en Accion, État espagnol)  
Daniel Albarracín (économiste, Podemos, État espagnol)  
Yago Alvarez (journaliste, activiste membre de la PACD, État espagnol)  
Joana Bregolat (membre de Desbordem, militante de Anticapitalistas, Catalogne - État espagnol)

José Cabayol Virallonga (Président de SICOM (Solidaritat i Comunicació), journaliste, Catalogne - État espagnol)  
Laura Camargo (enseignante, membre de la Diputacion Permanente du Parlement de les Illes Balears, militante à Anticapitalistas, État espagnol)  
Raúl Camargo (député de l'assemblée de Madrid, militant à Anticapitalistas, État espagnol)  
Pablo Cotarelo (EReNSEP, État espagnol)  
Sergi Cutillas (EReNSEP, CADTM, Catalogne - État espagnol)  
Josu Egireun (revue Viento Sur, État espagnol)  
Laia Facet (Anticapitalistas, Catalogne - État espagnol)  
Sònia Farré (militante, ancienne députée pour En Comú Podem, Catalogne - État espagnol)  
Ignacio Fdez del Páramo (architecte-urbaniste, conseiller pour l'urbanisme et l'environnement à la mairie d'Oviedo, membre de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies - État espagnol)  
Iolanda Fresnillo (sociologue, PACD, État espagnol)  
Anna Gabriel (ex députée de la CUP au parlement Catalan, actuellement en exil en Suisse, État espagnol)  
Ricardo García Zaldívar (économiste, ATTAC Espagne)  
María Gómez Garrido (professeure en sociologie, Université des Îles Baléares, Anticapitalistas, État espagnol)  
Laura Gonzalez De Txabarri (ELA, pays basque)  
Joana Garcia Grenzner (journaliste, spécialiste en genre et communication, militante féministe, Catalogne - État espagnol)  
Yayo Herero (anthropologue, écoféministe, membre d'Ecologistas en acción, État espagnol)  
Cuca Hernández (Coordinatrice d'ATTAC Espagne)  
Juan Hernández Zubizarreta, (professeur d'université, membre de l'Observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL), Pays basque - État espagnol)  
Petxo Idoia (Fondation Hitz&Hitz, Viento Sur, État espagnol)  
José L. Gómez del Prado (Université de Barcelone, Centre d'études internationales - École diplomatique de Barcelone, AEDIDH, État espagnol)  
Janire Landaluze (ELA, Pays basque - État espagnol)  
Mats Lucia Bayer (CADTM, État espagnol)  
Fátima Martín (journaliste, CADTM, État espagnol)  
Alex Merlo (assistant parlementaire de Miguel Urban Crespo (eurodéputé, Podemos), État espagnol)  
Anna Monjo (éditrice, Catalogne - État espagnol)  
Natalia Munevar (militante, PACD, assistante parlementaire de Miguel Urban (eurodéputé Podemos), État espagnol)  
Mikel Noval (syndicat ELA, Pays basque - État espagnol)  
Jaime Pastor (rédacteur en chef de Viento Sur, État espagnol)  
Laura Pérez Ruano (professeure et avocate, parlementaire pour Orain Bai-Ahora Navarra, Navarre - État espagnol)  
Griselda Piñero Delledonne (CADTM, Catalogne - État espagnol)  
Eulalia Reguant (membre du secrétariat national de la CUP, ancienne députée et conseillère municipale, Catalogne - État espagnol)  
Jorge Riechmann (philosophe, écrivain, Ecologistas en Acción, État espagnol)  
Rubén Rosón (médecin, conseiller pour l'économie et l'emploi à la mairie d'Oviedo, membre de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies - État espagnol)  
Sol Sánchez Maroto (co-porteparole de Izquierda Unida Madrid, État espagnol)  
Carlos Sánchez Mato (responsable des politiques économiques de Izquierda Unida, État espagnol)  
Ana Taboada Oma (avocate, vice-maire d'Oviedo, porte-parole de Somos Oviedo-Uvieu, Asturies - État espagnol)  
Aina Tella (coordinatrice des Relations Internationales de la CUP, Catalogne - État espagnol)  
Mónica Vargas Collazos (anthropologue, militante, Bolivie et Catalogne - État espagnol)  
Lucía Vicent (professeur d'économie à l'Université Com-

plutense de Madrid, État espagnol)  
Esther Vivas (journaliste, Catalogne – État espagnol)  
**FRANCE**  
Marion Alcaraz (NPA, Le temps des Lilas, France)  
Martine Boudet (coordinatrice du livre inter-associatif Urgence antiraciste -Pour une démocratie inclusive-Le Croquant, 2017, France)  
Myriam Bourgo (paysanne, CADTM, France)  
M. Sofia Brey (écrivaine, ancienne fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, France)  
Vicki Briault Manus (PCF, CADTM France)  
François Chesnais (économiste, professeur émérite à l'Université Paris 13, France)  
Jeanne Chevalier (candidate France insoumise aux élections européennes de 2019)  
Annick Coupé (syndicaliste, ATTAC France)  
Léon Crémieux (syndicaliste du transport aérien retraité, NPA, France)  
Alexis Cukier (philosophe, Ensemble !, EReNSEP, France)  
Véronique Danet-Dupuis (cadre bancaire, déléguée syndicale et défenseuse du salarié, animatrice du livre banque France Insoumise, France)  
Penelope Duggan (International Viewpoint, France)  
Pascal Franchet (président du CADTM France)  
Isabelle Garo (philosophe, France)  
Norbert Holcblat (économiste, NPA, France)  
Michel Husson (économiste, France)  
Pauline Imbach (boulangère, CADTM Grenoble, France)  
Pierre Khalifa (Fondation Copernic, France)  
Yvette Krolkowski (CADTM France)  
Michael Löwy (sociologue, France)  
Laurence Lyonnais (Ensemble Insoumis, écosocialiste, candidate France insoumise aux élections européennes 2019)  
Jan Malewski (journaliste, revue Inprecor, France)  
Myriam Martin (porte-parole de Ensemble !, France)  
Christiane Marty (ingénieure, Fondation Copernic, France)  
Gustave Massiah (économiste, altermondialiste, France)  
Corinne Morel Darleux (auteure et militante écosocialiste, France)  
Ugo Palheta (sociologue, NPA, Contretemps, France)  
Dominique Plihon (économiste, ATTAC France)  
Laura Raim (journaliste, France)  
Marlène Rosato (Ensemble, EReNSEP, France)  
Pierre Rousset (ESSF [www.europe.solidaire.org](http://www.europe.solidaire.org), France)  
Catherine Samary (économiste, ATTAC France, NPA, France)  
Mariana Sanchez (syndicaliste, France)  
Patrick Saurin (CADTM France)  
Alejandro Teitelbaum (avocat en droit international des droits humains, France)  
Aurélien Trouvé (économiste, ATTAC France)  
Sophie Zafari (syndicaliste FSU, France)  
Roseline Vachetta (ancienne députée européenne, militante de la solidarité internationale, NPA, France)  
**GRÈCE**  
Marie-Laure Coulmin (CADTM, Grèce)  
Katerina Giannoulia (membre du Conseil général de ADEDY – confédération de la fonction publique –, membre d'Unité Populaire, Grèce)  
Stathis Kouvelakis (EReNSEP, Grèce et Royaume-Uni)  
Costas Lapavistas (économiste, SOAS – Université de Londres, EReNSEP, Grèce et Royaume-Uni)  
Moisis Litsis (journaliste, Grèce)  
Sotiris Martalis (DEA, Grèce)  
Sonia Mitralias (féministe, CADTM, Grèce)  
Giorgos Mitralias (journaliste, Grèce)

Antonis Ntavanelos (DEA, Grèce)  
Spyros Marchetos (historien, School of Political Sciences, Université Aristote, Thessalonique, Grèce)  
**HONGRIE**  
Judit Morva (économiste, militante, Hongrie)  
**IRLANDE**  
Brid Brennan (analyste politique, militante, Irlande)  
Andy Storey (School of Politics and International Relations, University College Dublin, Irlande)  
**ITALIE**  
Marta Autore (Communia Network, Italie)  
Fabrizio Burattini (syndicaliste de l'Union Sindacale di Base, Italie)  
Eliana Como (membre de la direction nationale CGIL, Italie)  
Gippò Mukendi Ngandu (enseignant, Sinistra Anticapitalista, Italie)  
Cristina Quintavalla (ATTAC-CADTM Italie)  
**LUXEMBOURG**  
Justin Turpel (ancien député déi Lénk – la Gauche, Luxembourg)  
David Wagner (député déi Lénk – la Gauche, Luxembourg)  
**PAYS-BAS**  
Willem Bos (SAP-Grenzeloos, Pays-Bas)  
Maral Jfroudi (co-directrice de l'IIRE, Pays-Bas)  
**POLOGNE**  
Katarzyna Bieleńska (philosophe et politologue, Pologne)  
Zbigniew Marcin Kowalewski (chercheur pour les mouvements sociaux, Pologne)  
Stefan Zgliczyński (directeur de l'édition polonaise du Monde Diplomatique, Pologne)  
**PORTUGAL**  
Francisco Louça (économiste, Bloco de Esquerda, Portugal)  
Rita Silva (activiste dans Habita - Colectivo pelo Direito à Habitação e à Cidade et chercheuse universitaire, Portugal)  
Alda Sousa (enseignante à l'Université de Porto, Bloco de Esquerda, ancienne députée européenne de 2012 à 2014, Portugal)  
Rui Viana Pereira (traducteur, sound designer, CADTM, Portugal)  
**ROYAUME-UNI**  
Gilbert Achcar (professeur à SOAS – Université de Londres, Royaume-Uni)  
Grace Blakeley (commentatrice économique de New Statesman, Royaume-Uni)  
Terry Conway (Resistance Books, Royaume-Uni)  
Fanny Malinen (chercheuse, activiste, Royaume-Uni)  
Michael Roberts (économiste financier, Royaume-Uni)  
Grace Blakeley (économiste à la revue New Statesman, Royaume-Uni)  
**SERBIE**  
Andreja Zivkovic (sociologue, Marks21, Serbie)  
**SLOVÉNIE**  
Ana Podrvis (sociologue, économiste, Slovénie)  
**SUISSE**  
Jean Batou (professeur d'histoire contemporaine, député, solidaritéS, Suisse)  
Marianne Ebel (ancienne députée solidaritéS, vice-présidente de la Marche mondiale des Femmes Suisse)  
Sébastien Guex (professeur à l'Université de Lausanne, solidaritéS, Suisse)  
Stéphanie Prezioso (professeure d'histoire internationale à l'Université de Lausanne, solidaritéS, Suisse)  
Beatrice Schmid (enseignante, Suisse)  
Juan Tortosa (CADTM Suisse)  
Charles-André Udry (économiste, directeur du site [alencontre.org](http://alencontre.org) et des éditions Page 2, Suisse)

*Nous continuons à collecter des signatures des personnes qui sont d'accord avec la ligne générale du Manifeste.  
Écrire à [eric.toussaint4@gmail.com](mailto:eric.toussaint4@gmail.com)*



## **Les personnes suivantes ont participé directement à la rédaction de ce manifeste :**

Walter Actis (membre d'Ecologistas en Accion, État espagnol)

Daniel Albarracin (économiste, Podemos, État espagnol)

Jeanne Chevalier (France insoumise, France)

Pablo Cotarelo (EReNSEP, État espagnol)

Alexis Cukier (philosophe, Ensemble !, EReNSEP, France)

Sergi Cutillas (économiste, EReNSEP, CADTM, Catalogne – État espagnol)

Yayo Herrero (anthropologue, écoféministe, membre d'Ecologistas en Acción, État espagnol)

Stathis Kouvélakis (philosophe, EReNSEP, Grèce et Royaume-Uni)

Janire Landaluze (syndicaliste, syndicat ELA, Pays basque – État espagnol)

Costas Lapavitsas (économiste, EReNSEP, Royaume-Uni)

Nathan Legrand (CADTM, Belgique)

Mikel Noval (syndicaliste, syndicat ELA, Pays basque – État espagnol)

Tijana Okic (philosophe, militante politique, Bosnie-Herzégovine)

Catherine Samary (économiste, ATTAC France, NPA, France)

Patrick Saurin (CADTM, France)

Éric Toussaint (politologue, économiste, CADTM, Belgique)

Ont coordonné la rédaction finale : Alexis Cukier, Nathan Legrand et Éric Toussaint

Traduction de l'anglais vers le français : Vicki Briault (CADTM), Alexis Cukier (EReNSEP), Nathan Legrand (CADTM), Virginie de Romanet (CADTM) et Christine Pagnouille (CADTM).

Mise en page : Pierre Gottiniaux (CADTM)

Lien vers la version longue du Manifeste et liste des signataires : [www.cadtm.org/Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en-Europe](http://www.cadtm.org/Manifeste-pour-un-nouvel-internationalisme-des-peuples-en-Europe)

# RECOMMONS EUROPE

MANIFESTE  
POUR UN NOUVEL  
INTERNATIONALISME  
DES PEUPLES  
EN EUROPE